la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par Pierre MONATTE en 1925

LE CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

par Maurice DOMMANGET - J. PERA
Roger HAGNAUER - Pierre RIMBERT

Reprise du travail dans l'inquiétude

par Antoine LAVAL

Contribuables salariés, défendez-vous !

par Nicolas FAUCIER

La Politique tunisienne à l'égard des Français

par le Dr Ahmed BEN MILAD

Numéro 497 — Nouvelle série N° 196 SEPTEMBRE 1964 — PRIX : 2 F

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 11 F
Un an .. .. 20 F

EXTERIEUR

Six mois .. .. 18 F
Un an .. .. 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la « *Révolution prolétarienne* »
21, rue Jean-Robert, Paris (18e)
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h
Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèque postaux *Révolution prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 497 - Septembre 1964

ENTRE NOUS...

LE CENTENAIRE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

La « Révolution prolétarienne » avait l'intention de consacrer un numéro spécial au centenaire de la Première Internationale. L'abondance et la densité des études reçues sur ce sujet qui touche à tous les problèmes d'aujourd'hui, la nécessité de tenir compte de l'actualité, la modicité de nos moyens financiers n'ont pas permis la réalisation de ce projet initial. La R.P. consacrera donc plusieurs numéros à ce centenaire.

Le numéro de septembre 1964 publie : Renaissance de l'Internationale (R. Hagnauer) — Préhistoire et naissance de la Première Internationale (M. Dommanget) — L'Internationale c'est la paix, le nationalisme c'est la guerre (P. Rimbert) — L'Internationale (le chant et l'association — de J. Péra) etc...

Dans les numéros suivants on trouvera : l'Internationale dans la Loire (U. Thévenon) — Le conflit historique entre Karl Marx et Michel Bakounine (Marcel Body) — Les Procès de l'Internationale (J. Péra)... etc... etc... et des matériaux pour la discussion sur les problèmes soulevés par ce centenaire...

L'Union des Syndicalistes organisera le samedi 31 octobre 1964, une conférence suivie de débat avec la participation de Georges Vidalenc, historien du Mouvement ouvrier, fondateur du Centre d'Education ouvrière — et envisage de publier in-extenso toutes les études et monographies consacrées au centenaire.

La Révolution prolétarienne (revue syndicaliste révolutionnaire, fondée par Pierre Monatte en 1925) célébrera son quarantième anniversaire le 1er Janvier 1965. Rédigée et administrée gratuitement, publiant régulièrement tous ses comptes, accordant à tous ses rédacteurs et amis, une pleine liberté d'expression, la R.P. alimente l'histoire syndicale, entretient les légendes ouvrières et révolutionnaires, n'a pas d'autre but que d'encourager sur tous les sujets actuels nationaux et internationaux, la formation d'une libre opinion ouvrière, de favoriser le mouvement ouvrier indépendant.

LA JEUNESSE D'UN CENTENAIRE

RENAISSANCE DE L'INTERNATIONALE

Tandis que discours, expositions, défilés, drapeaux et fanfares célèbrent les batailles de 1914 et de 1944, exaltent un héroïsme légendaire plus ou moins authentique, raniment le nationalisme — survivance d'un passé révolu — le centenaire de la Première Internationale, quoique exploité par certains à des fins partisanes, n'a provoqué que quelques manifestations sporadiques et quelques évocations modestes.

Nous ne pouvons ici sonner les cloches qui pleureraient les morts et appelleraient les vivants. Et cependant il nous a suffi d'exprimer notre volonté de consacrer un de nos numéros à ce centenaire, pour que tombent sur notre table des études d'une densité telle qu'outre plusieurs numéros de la revue, pour tout publier il nous faut prévoir une brochure d'épais format.

L'histoire d'abord : les prodromes de l'Internationale ; sa fondation, la répression frappant les internationaux français ; la dissolution après la scission de 1872.

Le rappel des conflits internes qui opposèrent proudhoniens, communistes et collectivistes libertaires, marxistes, blanquistes, anarchistes...

Une monographie édifiante sur le mouvement des « internationaux » dans la Loire. La réalisation spontanée de la solidarité ouvrière s'exerçant par delà les frontières... L'influence de l'Internationale lors de la guerre franco-allemande et pendant la Commune...

On sera peut-être surpris des dimensions de ce monument historique. On le sera davantage par l'actualité des questions débattues, des problèmes posés, des idées exprimées qui peuvent aujourd'hui encore animer l'action ouvrière, inspirer des réalisations ou achever l'accomplissement de ce qui a été engagé pendant un siècle.

Il faut d'abord éclairer le *temps* et *le lieu*. L'Internationale fut fondée le 28 septembre 1864, à Londres.

De 1860 à 1864, la vie économique et sociale française subit les conséquences de ce que l'historien socialiste C.E. Labrousse appelle la première crise spécifiquement et exclusivement capitaliste. Le traité de commerce libre-échangiste franco-anglais de 1860, l'arrêt des importations de coton provoqué par la guerre de sécession américaine aggravèrent sans doute le chômage, les misères et les souffrances et accélérèrent le processus de renouvellement technique et de concentration des entreprises. Mais cette période succédant à la prospérité des dix premières années du Second Empire connut une effervescence ouvrière sans précédent, traduite par de nombreuses grèves, par la formation de sociétés de secours mutuels et de sociétés de résistance, dans la plupart des corporations. La loi de 1864, supprimant le délit de coalition et accordant en fait le droit de grève ne fut pas la cause, mais la conséquence de ce mouvement spontané.

Ce n'est pas le hasard qui fit naître à Londres la Première Internationale. Les rencontres ouvrières franco-anglaises de 1863 et de 1864 furent-elles favorisées par le gouvernement impérial ? C'est probable. Mais le mouvement échappa vite à ses protecteurs et même à ses promoteurs. Londres c'était la capitale de la première nation industrielle du monde, le centre du premier trade-unionisme. C'était aussi l'une des métropoles de la liberté, où s'étalent réfugiés proscrits et exilés français, allemands, italiens, espagnols, russes. C'était librement que l'on y fabriquait, que l'on y négociait, que l'on y revendiquait, que l'on y spéculait financièrement et intellectuellement, que l'on y conspirait, que l'on y rêvait.

Quoi de moins étonnant que ces contacts plus ou moins directs des utopistes, des doctrinaires et des stratèges avec ce rassemblement ouvrier international, qui offrait un public à leurs idées, une masse de manœuvre pour leurs entreprises.

C'est justement ce public, cette masse qui nous attire. La Fédération des Chambres syndicales cohabite rue de la Corderie avec la section française de l'Internationale. La police impériale leur attribue en 1870, 400.000 adhérents. Des historiens sérieux leur en accordent 250.000. Dénombrement impossible à vérifier. Mais ces nombres nous renseignent sur le rayonnement de l'Internationale, et la peur qu'elle inspira.

Ce public ouvrier évolua par son propre mouvement. Il y a loin du mutualiste Tolain au futur communard Eugène Varlin. Mais celui-ci, admirable autodidacte, ne se réclamait d'aucun maître : ni Proudhon, ni Marx, ni Blanqui, ni Bakounine.

Ce mouvement spontané ne fut-il que crise fébrile d'infantilisme ? Ce sont au contraire les tragiques déceptions de 1848 qui expliquent la passivité ouvrière en décembre 1851 et la méfiance en 1864 pour l'opposition bourgeoise et républicaine. Quarante ans plus tard, le syndicalisme révolutionnaire devait se dresser sur les ruines d'espoirs démocratiques et la faillite d'expériences socialistes ou anarchistes...

La *Révolution prolétarienne* et *l'Union des Syndicalistes* sont nées également d'expériences cruelles, des reniements, des déviations, des trahisons, des impostures qui, de la bolchevisation de 1924 à la Libération de 1944, ont corrompu le socialisme et la Révolution, dévoyé, divisé et bureaucratisé le syndicalisme, liquidé les Internationales, bafoué l'Internationalisme. Les internationaux parisiens étaient ouvriers qualifiés, révolutionnaires conscients, internationalistes convaincus... En un siècle, la masse des manœuvres spécialisés a submergé les gens de métier. Pour échapper aux tutelles de Moscou, de Pékin ou de Washington, les socialistes les plus lucides n'envisagent que des « autonomies nationales »... plus ou moins incluses dans une Europe plus ou moins étendue... ou tel autre grand ensemble.

Tout cela est vrai... mais d'une vérité déjà dépassée... Le manœuvre spécialisé tend à disparaître, et la qualification professionnelle et technique devient pour tous une nécessité vitale ; des masses à peine sorties de la préhistoire tribale émergent de nouveaux prolétariats ; des troubles en Afrique, en Asie, en Amérique, encombrent notre horizon et se prolongent en frissons inquiétants sur nos écrans quotidiens. Les verrous nationaux sautent en même temps que s'effilochent toutes les certitudes doctrinales. Les études autour du centenaire de l'Internationale ne pourront peut-être qu'enfiévrer nos débats, rajeunir nos vieux problèmes, accentuer nos divergences. Qu'importe ! si en recréant une opinion ouvrière, nous diffusons avec une résonance suffisante la devise immortelle de notre Internationale :

« *Il n'est pas de sauveur suprême ; ni Dieu, ni César, ni tribun...*

Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! »

Roger HAGNAUER

PRÉHISTOIRE ET NAISSANCE DE LA 1ère INTERNATIONALE

A L'OCCASION du centenaire de la 1re Internationale, on ne manquera point de faire état des conditions économiques et politiques qui ont préparé sa naissance. Il convient aussi, ne fût-ce que très brièvement, de signaler les conditions subjectives qui, en conjonction avec les conditions objectives, ont rendu possible un si grand événement.

Une remarque s'impose au préalable. Il ne faut pas confondre l'Internationale des peuples et les Internationales de classes, bien qu'il y ait certains rapports entre les deux conceptions.

L'idée, plus ou moins vague, de réunir les peuples ou les Etats qui sont censés les représenter en une vaste organisation ne date pas du XIXe siècle. Théodore Ruyssen dans son ouvrage imposant sur *Les sources doctrinales de l'Internationalisme* a pu remonter jusqu'à la source biblique en rappelant le mythe de la Tour de Babel qui consacre l'unité humaine avec une seule langue. Mais sans remonter aussi loin et en faisant abstraction au long des siècles de l'apport des penseurs, des utopistes et des juristes, il faut bien reconnaître que l'idée de l'union des peuples par-dessus les frontières afin surtout de mettre un terme aux conflits sanglants, a été répandue principalement par les philosophes du XVIIIe siècle et leurs disciples, les hommes de la Révolution. C'est ce qui apparaît à peine dans l'ouvrage de Ruyssen, d'une faiblesse extrême en ce qui concerne la période révolutionnaire. Si le constituant Volney y trouve sa place légitime avec son « assemblée générale des peuples » discutant et légiférant pour « tout le genre humain », les deux conventionnels montagnards et déchristianisateurs Cloots « l'orateur du genre humain » et Lequinio le « citoyen du globe » y sont, soit réduits à la portion congrue, soit tout simplement passés sous silence. Quant au grand Babeuf, le premier combattant socialiste en France, il fait l'objet d'une simple mention alors que dans son esprit le « bonheur commun » et la « République des Egaux » s'appliquent aux plébéiens du monde.

Plus tard, Saint-Simon, Fourier, Robert Owen, d'autres encore — pourtant d'idéologie socialiste — préconisèrent l'organisation de groupements ou fédérations universelles mais réunissant les hommes sans distinction de classe. Victor Considerant, le principal disciple de Fourier, examinait le problème des classes avec beaucoup de lucidité et de sagacité. Il ne se rendait pas compte néanmoins, quand il envisageait « l'Unité humaine » que l'Association mondiale n'était vraiment possible qu'après la disparition des classes rivales, c'est-à-dire après le triomphe définitif du Socialisme. N'est-il pas clair que les exploités, les oppprimés de la classe ouvrière ne pourront jamais marcher la main dans la main avec leurs exploiteurs et oppresseurs de la classe adverse ? L'union des nations entre elles ne peut venir qu'après la disparition de l'antagonisme des classes dans chaque nation. Et c'est pourquoi aujourd'hui nous nous rendons bien compte que le chemin menant à l'unité humaine passe par la formation, le développement, la lutte, le triomphe de l'Internationale des producteurs. « *C'est l'Internationale qui fera le genre humain* » chantait prophétiquement le vieux Pottier.

Des partisans de l'alliance chimérique entre le Capital et le Travail comme Saint-Simon et Fourier ne pouvaient évidemment envisager le problème internationaliste sous cet angle. Ils étaient d'un temps où, par suite de la faiblesse du développement capitaliste, le socialisme était encore dans les langes. Ils ne discernaient pas dans la classe prolétarienne cette énergie autonome qui est le gage d'un mouvement propre, et c'est pourquoi ils croyaient aboutir à l'union des peuples en traçant une belle et large avenue accessible à tous, mais qui avait le tort d'être abstraite.

***

Le chemin de classe que devaient suivre leurs successeurs, pour être plus étroit en apparence, était autrement sûr parce que réel. C'est ce que l'expérience devait montrer, c'est ce qu'elle montrera mieux encore à mesure que la société bourgeoise se décomposera et que s'élaboreront les formes naissantes de la cité des producteurs. C'est ce que pressentait peut-être Flora Tristan, en 1843, quand elle lança l'idée d'une Internationale spécifiquement ouvrière, trois ans, notons-le bien, après que s'était tenu un Congrès revêtant une forme internationale qui jouait à titre d'exemple : le Congrès anti-esclavagiste.

Dans une brochure peu connue, Flora Tristan, femme lucide et dévouée écrivait :

> « A la classe noble a succédé la classe bourgeoise, beaucoup plus nombreuse et plus utile. Vient maintenant la classe ouvrière, plus utile et plus nombreuse encore. A elle de se constituer en Unité universelle, sans faire aucune distinction entre les ouvriers des diverses nations. »

Cette suggestion ne fut pas retenue, car Flora Tristan avait tort de la lier à un projet de création de « palais de l'Union Ouvrière » sur la base d'une cotisation au recouvrement bien aléatoire. Quatre ans plus tard Marx et Engels reprenaient avec éclat l'essentiel de la proposition Flora Tristan dans le *Manifeste Communiste*.

Aucune raison, en effet, ne s'opposait à la réunion organique des prolétaires et des socialistes qui par leurs militants exilés se tendaient fraternellement les mains par-dessus les frontières et se soutenaient déjà pratiquement. D'ailleurs, les exemples du 1er Congrès international pour la Paix de 1744 et même celui en 1846 du premier Congrès international pénitentiaire venant après le Congrès anti-esclavagiste de 1840, portaient à la réflexion. Il était proprement scandaleux qu'à ces manifestations internationales sur le plan bourgeois ne correspondent point de manifestations analogues sur le plan ouvrier ? D'autant plus que depuis le « Tribun du Peuple » mort sur l'échafaud, les perspectives d'émancipation des travailleurs s'étaient toujours affirmées à l'échelle mondiale et que Karl Schapper le 22 septembre 1844 à Londres, à l'occasion de la fête en l'honneur de Weitling, avait fait adopter d'enthousiasme l'idée d'une organisation des démocrates de tous les pays.

Dans leur *Manifeste Communiste*, en termes remarquables, Marx et Engels montraient que par suite du travail industriel, le même en Angleterre et en France, en Amérique et en Allemagne, le prolétariat avait perdu tout caractère national, et que la lutte de la classe ouvrière

n'était pas dans son fond, mais seulement dans sa forme, une lutte nationale. Ils demandaient aux communistes participant aux combats nationaux des travailleurs de faire valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat universel. Ils énonçaient la formule fameuse : « *Les ouvriers n'ont pas de patrie* » et poussaient le célèbre cri de ralliement : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » Enfin ils recommandaient « l'action combinée du prolétariat de tous les pays civilisés tout au moins », comme un des facteurs essentiels de l'émancipation sociale. Marx et Engels, en matérialistes conséquents comptaient beaucoup sur les moyens de concentration et de communication que la grande industrie crée pour obtenir l'union et l'action concertée des travailleurs de tous pays. Ils disaient :

« L'union que les bourgeois du Moyen Age, quand ils ne disposèrent que de chemins vicinaux, mirent des siècles à réaliser, les prolétaires modernes, grâce aux chemins de fer, la réalisent en peu d'années ».

Marx et Engels prophétisaient vrai, mais pas plus que Flora Tristan, ils ne devaient trouver d'écho au moment où ils lançaient leur proclamation qui méritait pourtant le plus grand retentissement. On a même tout lieu de croire qu'un vétéran de la taille de Blanqui n'a même pas eu connaissance du *Manifeste* quand il parut à Londres en langue allemande à la veille de la Révolution de février. Blanqui, l'éternel enfermé ou traqué, était alors à Blois, surveillé étroitement par la police. Il ignorait probablement que Joachim Lelewel, l'un de ses vieux compagnons participait comme représentant de la Pologne avec Marx et Engels à l'action de *l'Association démocratique ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples* qui siégeait à Bruxelles et qui apparaît comme une sorte de pré-International.

La traduction française du *Manifeste Communiste* parut à Paris après les journées de juin. A ce moment, Blanqui était emprisonné à Vincennes et il n'a pas connu cette traduction. On peut donc admettre que les affirmations internationalistes solides et fermes du texte de Marx et Engels lui échappèrent. Il n'en avait pas besoin au surplus. Depuis le procès des Quinze (janvier 1832) où face aux juges de la Cour d'assises il se déclarait fièrement « un prolétaire », ses sentiments de classe et internationalistes étaient connus. Mais, à la différence de Marx, ils découlaient beaucoup plus des idées humanitaires et cosmopolites léguées par l'histoire que de l'analyse économique et sociale d'une société en pleine transformation. C'est ce qu'établit notamment sa violente diatribe contre Mazzini ; bien que ce dernier ait eu le mérite de poser des jalons sur la voie de l'Internationale démocratique et de la Sainte-Alliance des peuples avec les groupements de la *Jeune Europe*, entre les années trente et quarante.

***

Malgré le peu de retentissement du *Manifeste Communiste*, l'idée de groupement démocratique-socialiste par dessus les frontières n'en progressait pas moins. N'était-il pas proclamé que « tous les hommes sont frères et tous les peuples solidaires » dans un *Manifeste des démocrates socialistes allemands, polonais, hongrois, italiens, français* lancé en février 1851 ? On voit ensuite Claude Pelletier, proscrit du 2 décembre, réfugié à New York, envisager une « fédération entre tous les travailleurs » d'une nation qu'il élargissait ensuite à l'échelle du monde. C'est ce qu'il appelait « La République des peuples ». Il n'était pas seul, à caresser cette idée. N'est-il pas significatif que le journal même des réfugiés français à New York ait pris pour titre *l'Internationale* ?

Ce n'est qu'en 1855, sept ans après la première édition française, cinq ans seulement après la première édition anglaise du *Manifeste Communiste*, qu'un groupe de révolutionnaires de toutes nationalités tenta, à Londres, la formation d'une *Internationale.*

« Le but de la société, dit l'appel, est de propager les principes de révolution sociale, de travailler activement par tous les moyens en son pouvoir et d'arriver ainsi à établir la République démocratique, sociale, universelle...

« Nous ne demandons pas l'aide de la bourgeoisie pour accomplir la Révolution sociale, et nous sommes persuadés que si nous la demandions, nous ne l'obtiendrions pas. Ce que nous avons à faire, c'est de ne nous en rapporter à personne qu'à nous-mêmes. La fraternité n'est qu'une illusion stupide, là où la société est organisée en classes ou castes... »

Marx était à Londres, travaillant à réunir des matériaux pour l'élaboration de son *Capital*, au moment où Déjacque, Claude Pelletier et autres militants constituaient ce groupement. Il ne semble pourtant pas avoir répondu à leur appel. Depuis la scission survenue dans le club londonien des communistes allemands, il en voulait aux « faiseurs de révolution », aux hurluberlus de la Sociale qui, à ses yeux, prolongeaient par leurs violences verbales la phase sectaire du socialisme. Or, la plupart des signataires de l'appel appartenaient à cette catégorie : Marx ne pouvait les suivre. Il rêvait, non la création d'un petit groupement international à tendance prolétarienne et révolutionnaire, mais la création d'une puissante Internationale des masses travailleuses guidées par l'idéologie révolutionnaire.

Le groupement fantôme de Déjacque échoua, mais l'idée lancée par Flora Tristan et par Marx ne tarda pas à prendre corps à la faveur de la crise du coton qui sévit si fortement en 1862-1863. Des comités ouvriers fonctionnant simultanément et dans le même but de solidarité à Londres et à Paris furent alors constitués. Et bientôt l'action commune économique se doubla d'une action politique pour la Pologne insurgée.

***

L'Internationale était alors vraiment en gestation. On s'en rendit compte encore plus au meeting londonien du 22 juillet 1863 où les représentants des travailleurs français, Tolain et ses amis, se rendirent à l'invitation des ouvriers anglais. A l'issue du meeting, des pourparlers s'engagèrent pour l'établissement de relations suivies avec les ouvriers d'outre-Manche. Et le lendemain même à la réception organisée en l'honneur des ouvriers français, une délégation polonaise, Oger au nom du Conseil professionnel de Londres et l'ouvrier allemand Weber insistèrent sur la nécessité d'une collaboration des travailleurs de tous pays. Le résultat fut l'adresse de novembre 1863 envoyée aux ouvriers français par le Comité londonien et qui proposait l'organisation d'un Congrès international « pour l'étude de toutes les grandes questions dont dépend la paix entre les peuples ». La déclaration précisait :

« La fraternité des peuples est indispensable pour le succès de l'œuvre ouvrière, car toutes les fois que nous essayons d'améliorer notre position sociale au moyen d'une réduction des heures de travail ou d'une augmentation de salaire, les entrepreneurs menacent d'appeler des ouvriers français, allemands, belges, etc. disposés à accomplir le même travail à meilleur compte ; nous devons avouer à notre regret que ce fait s'est déjà produit plus d'une fois, non que nos frères aient voulu nous nuire, mais simplement par suite d'une absence de relations régulières et systé-

matiques entre les esclaves du travail des différents pays. »

C'est seulement après les élections en France du printemps de 1864, que les ouvriers français devaient répondre à cet appel par la voix de Tolain, au grand meeting qui se tint à Londres le 28 septembre suivant en faveur de la Pologne.

Ce meeting marque, à n'en pas douter, la naissance formelle de l'Internationale après une laborieuse et longue gestation qui ne saurait étonner. Il serait étrange, en effet, comme l'a très bien noté le catholique italien Curci dans la forte brochure quasi inconnue qu'il a consacrée à l'Internationale en 1871, qu'une si vaste organisation ait pu se fonder en peu de temps et d'un seul coup. Ce n'était, comme il l'a expliqué et écrit « qu'une forme nouvelle introduite dans une matière déjà pré-existante ».

A ce meeting maintenant célèbre de la salle Saint-Martin à Londres, tous les orateurs français, anglais, polonais, allemands, sans concert préalable, y développèrent à ce point le plan d'une organisation internationale des prolétaires que, dans l'enthousiasme général, un Comité de 20 membres fut chargé d'en jeter les bases. Karl Marx, qui assistait à la réunion selon ses propres termes « comme un personnage muet sur l'estrade », faisait partie de ce Comité. C'est lui qui devait en rédiger la déclaration de principes ou *Adresse inaugurale* que l'organisation naissante adopta unanimement sauf quelques légères modifications de forme le 1er novembre 1864. C'est Marx encore, déjà très forte personnalité révolutionnaire qui devait en être avec Michel Bakounine, tempérament de feu extraordinaire, l'une des têtes puissantes.

***

Une chose qu'il convient de remarquer, c'est que cette *Adresse inaugurale* due à la plume de Marx, très ferme dans le fond, était tout à fait modérée dans la forme et que les principaux fondateurs anglais et français de l'Internationale étaient loin d'être communistes. Il en résulte que tout en saluant la naissance de l'Internationale comme un grand fait historique, la bourgeoisie ne se rendit pas compte tout d'abord du mal que cette organisation pouvait lui faire.

En France, l'orientation modérée du groupement, la suspicion dont il était l'objet de la part de la tendance blanquiste qui monopolisait presque le « révolutionnarisme », ne firent que confirmer la bourgeoisie dans ses prévisions optimistes. Jules Simon, Henri Martin donnèrent leur adhésion à la section parisienne, Jules Favre reconnut après la Commune avoir vu avec faveur sa formation. La gauche parlementaire et la presse en favorisèrent les débuts. L'empereur Napoléon III lui-même, trompé par les apparences, l'encouragea d'une souscription.

Trois ans plus tard, changement à vue. L'Internationale était devenue suspecte aux classes dirigeantes : elle faisait connaissance avec les chats-fourrés. Le 20 mars 1868, quinze prévenus dont Tolain et Camélinat — alors âgé de 27 ans — comparaissaient à Paris devant la justice bourgeoise. Dans les autres pays, partout, la persécution faisait rage contre les « Internationaux ». Le caractère profondément subversif de la grande association ouvrière créée par dessus les frontières en 1864 éclatait à tous les yeux. Et la bourgeoisie, unanime, comprenait cette fois très bien le sens révolutionnaire de sa fondation.

Il devait apparaître à tous en pleine lumière quand la Commune de Paris en 1871 tenta suivant un mot célèbre « d'escalader le ciel » car alors, en fait, pratiquement, l'Internationale gagna ses quartiers de noblesse. Bien qu'on lui reprochât à tort d'avoir fomenté l'insurrection, il n'en reste pas moins, incontestablement, que parmi les membres de la Commune siégeant à l'Hôtel de Ville et les héroïques combattants de la base nombreux étaient ceux qui avaient appartenu à l'organisation.

Comme on peut l'établir pièces en mains, ils l'avaient ralliée presque tous à sa naissance même ou peu après, lui donnant d'entrée de jeu ce gage d'avenir qu'il convient et qu'il nous plaît d'enregistrer en ce centenaire glorieux.

Maurice DOMMANGET

L'INTERNATIONALE C'EST LA PAIX LE NATIONALISME C'EST LA GUERRE

En 1848, le « Manifeste Communiste » lançait son célèbre appel : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Seize ans plus tard, en 1864, était fondée la Première Internationale Ouvrière.

C'est le 28 septembre de cette année-là, au cours d'un meeting international tenu à Londres en solidarité avec l'insurrection polonaise écrasée par le tsarisme russe, que fut décidée la création d'une organisation internationale des travailleurs. L'ouvrier Tolain, au nom de la délégation française, lut une adresse dans laquelle était proclamée la nécessité d'une entente internationale des travailleurs. Cette proposition ayant été acceptée, le meeting nomma immédiatement un comité chargé de rédiger les règlements d'une association internationale. Le 1er novembre 1864, le comité avait achevé son travail et adopté à l'unanimité une adresse inaugurale, un préambule et les statuts.

Quatre principes fondamentaux sont à la base de la création de la Première Internationale.

1° L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

2° L'émancipation économique des travailleurs est le grand but au service duquel doit être tout mouvement politique ;

3° La conquête du pouvoir politique par les travailleurs et son utilisation pour créer un mode de production basé sur l'association et la coopération de tous les travailleurs ;

4° La solidarité internationale des travailleurs des différents pays sans laquelle leur affranchissement est impossible.

Tels étaient les principes fondamentaux de la Première Internationale. On y voit la liaison, la solidarité entre l'émancipation des travailleurs et le caractère nécessairement international de cette émancipation. Cette idée-force de la solidarité internationale des travailleurs dans la lutte pour leur émancipation, nous la trouvons renforcée dans le préambule des statuts de la Première Internationale qui affirme : « Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national, qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution

étant nécessairement subordonnée à leurs concours théorique et pratique ».

La Première Internationale a été fondée parce que des travailleurs conscients avaient compris que l'émancipation totale des travailleurs n'était pas possible sans la solidarité internationale. « L'expérience du passé, est-il dit dans l'adresse inaugurale, nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les inciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. »

L'oubli de ces liens fraternels, les travailleurs l'ont payé de deux guerres mondiales et, aujourd'hui, ils le paient avec le spectre permanent d'une troisième guerre mondiale et des sacrifices qu'elle leur imposent.

Certes depuis la fondation de la Première Internationale les travailleurs ont réussi, grâce à leur organisation et à leur lutte, à améliorer leur niveau de vie et leurs conditions de travail. Mais cette amélioration est bien peu de chose à côté des progrès gigantesques de la production et surtout des possibilités de production que la technique et la science offrent à l'homme. La raison en est qu'une grande partie de cette production est consacrée aux armements croissants que chaque nation veut avoir pour faire face à la prochaine guerre toujours possible. En outre, une grande part de production et de force de travail est gaspillée dans les formalités douanières et policières que nécessite la sauvegarde des frontières. Enfin une partie non moins importante de la production est gaspillée dans la concurrence que les nations se font mutuellement pour conquérir les débouchés. A cela il faut ajouter le gaspillage qui résulte du protectionnisme que pratiquent toutes les nations pour faire survivre des modes de production archaïques ou des productions coûteuses jugées nécessaires pour la sauvegarde de la souveraineté nationale.

Si la somme de ces gaspillages de production et de force de travail, consacrée à la lutte — militaire ou économique — des hommes entre eux, était consacrée à leur bien-être, le niveau de vie et les conditions de travail des peuples seraient bien meilleurs qu'ils ne le sont.

Etant donné que toute production est le fruit du travail on peut se rendre compte du tribut que les travailleurs paient pour avoir oublié la solidarité internationale. Tribut qui va croissant et au bout duquel apparaît le spectre de la plus terrifiante des guerres.

Là n'est pas la seule conséquence de cet oubli. L'égoïsme national, qui s'est emparé du mouvement ouvrier, lui a fait oublier que « l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national », mais universel. Le résultat est que les travailleurs, avec leur sort amélioré, sont toujours sous la dépendance du capital et dans la mesure où ils en sont sortis ce n'a été que pour tomber sous la dépendance de l'Etat.

Aujourd'hui, cent ans après la fondation de la Première Internationale, les travailleurs sont organisés dans tous les pays et dans tous les pays ils ont su conquérir des améliorations. Mais leur horizon international est bouché. Au lieu de lutter pour abattre les frontières qui les divisent et, par conséquent, les affaiblissent, ils restent indifférents à ce problème sans se rendre compte que les sacrifices qu'ils doivent faire sont la rançon de la sauvegarde de ces frontières.

Aujourd'hui le problème n'est plus, comme l'écrivait Marx dans l'adresse inaugurale, une « querelle entre la loi aveugle de l'offre et la demande, qui est toute l'économie politique de la classe bourgeoise, et la production sociale contrôlée et régie par la prévoyance sociale, qui constitue l'économie politique de la classe ouvrière ». Aujourd'hui, où dans tous les pays on s'est engagé ou on s'engage de plus en plus dans une économie organisée et planifiée dans l'intérêt de la puissance nationale, qui est la base de la politique économique des gouvernements nationalistes, et une économie organisée et planifiée dans l'intérêt du bien-être des travailleurs. Or, cette politique économique, qui doit être celle des travailleurs, n'est pas possible sans l'abolition des frontières et l'organisation internationale du travail.

Dans un monde divisé en nations souveraines, à partir du moment où la production est organisée et planifiée à l'échelle nationale alors que la concurrence règne à l'échelle mondiale, la politique économique de chaque nation est nécessairement orientée vers le développement de sa puissance pour s'assurer la prédominance sur le marché mondial. Telle est l'orientation de la politique économique des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Chine. Telle est la politique qui inspire le général de Gaulle, que pratiquent l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, le Japon. Si les autres puissances sont moins catégoriques dans cette voie, c'est parce que leur faiblesse ne leur permet pas d'avoir une prétention de grande puissance. Cette recherche de la puissance pose à l'intérieur de chaque nation le problème du choix envre investissement et consommation, ce qui favorise le développement des régimes autoritairies plus en mesure d'imposer des sacrifices à la consommation. Elle crée dans le monde un état de tension permanente qui favorise le développement des nationalismes, dont le phénomène Goldwater est un symptôme inquiétant. Et au bout de cela il y a le spectre de la guerre, de la guerre toujours possible, et pour l'éventualité de laquelle il faut faire des sacrifices. Telle est la raison de la force de frappe.

S'il n'y avait pas tous ces sacrifices faits sur l'autel de la souveraineté nationale, si les travailleurs voudraient se rappeler les principes de solidarité internationale qui ont inspiré la création de la Première Internationale des Travailleurs, non seulement le spectre de la guerre disparaîtrait, mais il serait possible d'éliminer la misère qui règne encore dans le monde et de consacrer toutes les ressources de la technique, de la science et de l'intelligence humaine au bien-être de tous.

Dans le premier de ses considérants, la Première Internationale a proclamé « que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

Que les travailleurs n'attendent pas un messie, un chef ou un leader qui sera inévitablement pour eux un nouveau maître. Qu'ils se mettent à la tâche eux-mêmes.

Qu'ils ne s'enferment pas dans un égoïsme de privilégiés parce qu'ils sont dans une entreprise, dans une industrie ou dans un pays favorisés, qu'ils songent aux travailleurs des industries ou des pays défavorisés et se mettent à la tâche pour établir « les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous ».

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale une génération nouvelle de travailleurs a grandi. C'est elle qui doit revivifier un mouvement ouvrier un peu trop bureaucratisé et enveloppé par des professionnels qui ont fait du syndicalisme et du socialisme un métier comme le clergé a fait un métier de la religion.

Pierre RIMBERT

A propos de la célébration du centenaire à Bruxelles

En Belgique, la commémoration du centenaire de la Première Internationale a pris un lustre exceptionnel. L'administration des postes de Belgique a émis trois timbres spéciaux, ce qui constitue une participation officielle. En outre, les 5 et 6 septembre, le parti socialiste belge a organisé à Bruxelles une manifestation qui, selon le compte rendu paru dans « Démocratie 64 », a rassemblé deux cent mille manifestants.

Il y a lieu, sans nul doute, de se féliciter de cette célébration et de l'importance qui lui a été donnée en Belgique — ce qui contraste un peu avec ce que nous connaissons jusqu'ici en France. Mais il y a lieu aussi de remarquer que les organisateurs de Bruxelles ont voulu donner à la Première Internationale une marque « socialiste », dans le sens que ce terme a pris aujourd'hui, alors que l'Internationale de 1864 s'appelait : Association Internationale des Travailleurs.

Notre camarade Hem Day nous fait entendre ici un son de cloche un peu différent :

Il s'agit en l'occurrence, du centenaire de l'Internationale ouvrière de 1864, fondée à St Mattin's Hall à Londres, le 28 septembre, sous le nom de A.I.T.

La Belgique s'enorgueillit d'être le pays ayant mis sur pied un ensemble de festivités pour commémorer dignement cette fondation.

C'est ainsi que Bruxelles a été, les 5 et 6 septembre, le lieu de rassemblement du monde socialiste. Pour ce faire, le Comité organisateur a vu grand.

On aurait mauvaise grâce à dire « non » à cette manifestation, encore qu'il faille faire toutes les réserves qu'impose l'esprit dans lequel on se propose de réaliser ce centenaire.

Mais tout d'abord, on ne peut laisser accréditer les non-sens et les entorses qui ne manquent pas de s'opposer aux plus élémentaires vérités de l'histoire.

Il n'y a pas de « Première Internationale ». La numérotation « première » est tout à fait arbitraire et ne repose que sur une suite de malentendus doublés d'une profonde ignorance de ce que furent toutes les autres « tentatives » d'associations internationales des travailleurs. Pour de nombreux écrivains et historiens sociaux, l'Internationale de 1864 est pour le moins, la quatrième en date, ce qui est déjà un point important à relever.

De plus, et ceci est plus grave, cette internationale ouvrière est baptisée : « Première Internationale *Socialiste* ». On pourrait encore s'imaginer que le mot « socialiste » soit pris dans le sens général du vocable, mais toutes les manifestations laissent supposer chez ceux qui utilisèrent cette dénomination, qu'elle est réalisée à dessein et qu'il s'agit de l'accaparement par un parti de ce qui fut à l'origine une association internationale des travailleurs. (A.I.T.)

Cette association essentiellement ouvrière, ne pouvait être « socialiste », les partis de cette obédience étant loin encore d'exister dans bon nombre de pays. En certains, ils en étaient à peine aux premiers vagissements. La déclaration de principes de l'A.I.T. est formelle : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

La Conférence de Londres de 1871 essaiera de modifier l'esprit dans lequel cette internationale s'était développée et affirmée, si bien que cette séance de Londres, par ces modifications intéressées, devait être le déclin de l'association. En effet, l'année suivante, l'A.I.T. était liquidée sans grandeur ni beauté, par les laudateurs de Marx et compagnie. Une fois de plus, à un siècle près, voici les préparatifs en place pour renouveler des agissements qui tendent à faire accréditer des mensonges, voire des vilenies.

La subdivision en sept chapitres nous laisse très perplexe, sur les intentions des organisateurs, dont certains sont peut-être très enthousiastes, mais dépassés par les directeurs de conscience du Parti socialiste qui entend tirer la couverture à lui dans les circonstances actuelles.

L'exposition présente donc en sept chapitres : Les précurseurs, la Première Internationale, la Commune de Paris, le 1er mai, la Deuxième Internationale, l'Internationale Ouvrière Socialiste, le Socialisme dans le monde d'aujourd'hui. C'est tout et c'est peu, car il manque à l'appel non seulement la Deuxième et demie, mais la Troisième et la Quatrième Internationales, pour autant qu'on accepte cet ordre numérique ! Tout me laisse à penser que les élections proches ne sont pas pour rien dans l'élaboration de ce Centenaire, et la bonne réussite de cette manifestation reste liée à une politique de parti, à l'exclusion de toutes les fractions marxistes et autres surgies depuis la fin de l'Internationale de 1864.

HEM DAY

Le cours d'Esperanto donné par S.A.T. Amikaro (Association des travailleurs espérantistes de langue française) à la librairie du Monde Libertaire, 3, rue Ternaux, Paris-XIe reprendra à partir du 1er octobre, tous les jeudis soir à 20 heures.

Pour tous renseignements s'adresser à la librairie même, ou à S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris-20e.

COMMÉMORATION DU CENTENAIRE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

L'Union des Syndicalistes et « **La Révolution Prolétarienne** » organiseront — éventuellement avec la participation de syndicats ouvriers — une

CONFERENCE COMMEMORATIVE DU CENTENAIRE DE LA PREMIERE INTERNATIONALE

La date de cette réunion est prévue pour le **samedi 31 octobre.**

Le lieu en sera communiqué ultérieurement.

Pour le moment, nous sommes assurés de la participation, comme conférencier, du camarade **Georges VIDALENC,** historien bien connu du mouvement ouvrier.

Comme il est habituel chez nous, les exposés seront suivis d'une libre discussion.

Retenez la date du SAMEDI 31 OCTOBRE.

" L'INTERNATIONALE "

C'est la lutte finale.
Groupons-nous et demain,
L'Internationale
Sera le genre humain.

Debout ! les damnés de la terre !
Debout les forçats de la faim !
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin. (1)
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout ! debout !
Le monde va changer de base :
Nous ne sommes rien, soyons tout !

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni Dieu, ni César, ni tribun ;
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud !

L'Etat comprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux :
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'égalité veut d'autres lois :
« Pas de droits sans devoirs, dit-elle,
Egaux ! Pas de devoirs sans droits ! »

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose
Que dévaliser le travail ?
Dans les coffres-forts de la bande,
Ce qu'il a créé s'est fondu.
En décrétant qu'on le lui rende,
Le peuple ne veut que son dû (2).

Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs ; (3)
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent !
Mais, si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !

Les camarades m'avaient dit : Puisque tu fais le papier sur l'Internationale, à l'occasion du centenaire, ne manque pas d'y faire figurer *l'Internationale*.

Voilà qui est fait.

Mais, du coup, j'ai commis un anachronisme. (Il est curieux qu'on le sache peu.) Pottier (4) a écrit ses vers à un moment (1871) où l'*Association internationale des travailleurs* avait, pratiquement, vécu. Lesdits vers ne furent guère connus qu'une dizaine d'années plus tard, alors que la « 1re Internationale », comme on devait dire par la suite, était bien morte. C'est en 1888 que la musique fut composée, par Adolphe Degeyter (5). Et c'est seulement une dizaine d'années plus tard que l'hymne devint populaire en France, parmi les socialistes. En sorte que l'erreur d'optique est certaine : l'*Internationale* que nous portons tous en nos cœurs ,en nos mémoires, à nos lèvres est le chant de la IIe Internationale, et non pas de la Première, de la vraie.

Et pourtant ! Les idées exprimées sont entièrement « 1re Internationale » ! L'auteur, Pottier, membre de la Commune, qui, réfugié à Londres, rescapé de la *Semaine sanglante*, la composa en juin 1871, apparait tout imprégné de cet ouvriérisme parisien dont on peut bien dire qu'il est l'élément fondamental de l'*Association internationale des travailleurs*.

Il n'est pas de sauveur...
Sauvons-nous nous-mêmes !
Pas de devoirs sans droits !

Ça c'est Paris. C'est cet ouvriérisme parisien, qui eut son apogée dans les années 60-68.

---

(1) Le texte donné ici est celui qui figure dans le « **Dictionnaire du socialisme** » de Charles Vérecque, Giard et Brière, éditeurs, Paris, 1911. Or ce texte porte « irruption ». C'est très probablement une erreur. De même pour « sauveur suprême » qu'il met au pluriel. Il nous arrivera plusieurs fois de citer cet important ouvrage en mettant la référence « D.S. ».

(2) C'est vraisemblablement ici que se place le couplet relatif aux guerres. Voici ce qu'en dit « D.S. » :

« En 1894, un socialiste, Gosselin, ex-instituteur, ex-secrétaire de la mairie de Caudry, s'avisa d'éditer à son compte l'**Internationale**. C'était l'époque des lois scélérates et nos gouvernants voyaient partout des anarchistes... La magistrature s'aperçut qu'un des couplets était répréhensible. Nous ne reproduirons pas ce couplet, mais il est bien connu. C'est celui qui commence par ces vers :

« Les rois nous saoûlaient de fumées,
« Paix entre nous ! Guerre aux tyrans ! »

« Gosselin fut poursuivi pour « provocation à la désertion, à la désobéissance et au meurtre dans l'armée »... Il fut condamné à un an de prison et à 100 francs d'amende.

« Cette condamnation ridicule fit un peu plus connaître l'**Internationale.** »

La suite des deux vers que « D.S. » ne donne pas est à peu près ceci :

Décrétons la grève aux armées,
Crosse en l'air ! Et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

(3) « D.S. » dit « parti ». D'autres chantent « le grand peuple ». C'est meilleur.

(4) « D.S. » : « POTTIER (Eugène), chansonnier socialiste né à Paris le 4 octobre 1816, d'une famille ouvrière ; ses parents étaient pauvres ; son père était ouvrier emballeur. Sa mère était dévote, son père était bonapartiste... A 13 ans, il fit l'apprentissage du métier de son père. Mais le métier d'emballeur ne lui plut pas ; il devint pion, surveillant dans une école. C'était toujours la misère. Pottier devint commis-papetier, puis dessinateur sur étoffes. Cette dernière profession, dans laquelle il excella, fut conservée par lui jusqu'à la Commune. C'est grâce à lui que fut créée la Chambre syndicale des dessinateurs qui compta 500 membres avant la guerre franco-allemande et adhéra à l'**Association Internationale des Travailleurs.**

« Pottier batailla contre l'Empire et se mêla activement au mouvement ouvrier. Le 16 avril 1871, il fut élu membre de la Commune de Paris... Pendant la Semaine sanglante il se battit en brave. Après la défaite, il se réfugia en Angleterre où il resta jusqu'en 1873, puis aux Etats-Unis où il resta jusqu'en 1880...

« De retour en France, il reprit sa place de combat, mais il était vieux, misérable, paralysé.

« La vie de Pottier fut une vie de lutte et de misère. Il mourut le 6 novembre 1887... »

(5) « D.S. » : « Ouvrier forgeron né à Lille le 25 janvier 1859... »

Les idées de l'Internationale

Nous verrons cela plus en détail. Mais on peut dès maintenant remarquer que les formules de Pottier sont, parfois, presque la simple transposition du texte adopté en 1864, à la demande des Parisiens, comme acte de naissance de l'Association internationale.

Ce texte était intitulé « Préliminaires » .Il est devenu très connu, on pourrait dire célèbre, par la suite, sous le nom de « *Considérants* ».

Considérant :

Que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ;

Que l'assujettissement du travailleur au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle ;

Que, pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique ;

Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les travailleurs des diverses contrées ;

Que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème simplement local ou national ; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique ;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industrieux d'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et conseille de combiner tous les efforts encore isolés ;

Pour ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes la vérité, la justice, la morale (6), sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité ;

Le Congrès considère comme un devoir de réclamer non seulement pour les membres de l'association, les droits de l'homme et du citoyen, mais encore pour quiconque accomplit ses devoirs :

« Pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits. »

C'est dans cet esprit que le Congrès a adopté définitivement les statuts suivants de l'Association internationale des Travailleurs :

Art. 1. — Une association est établie pour procurer un point central de communication et de coopération entre les travailleurs des différents pays aspirant au même but, savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.

Art. 2. — Le nom de cette association sera Association internationale des travailleurs...

Ceci dit, revenons à notre chanson.

Que penser des vers ? Franchement, ils ne valent rien. La raison ne tonne pas. Elle n'a pas de cratère. Le tonnerre ne vient pas des volcans.

Et la zoologie qui apparaît avec « le genre humain » ! (7)

(6) Dans une lettre à Engels, Marx dit que, tout en se donnant du mal pour faire modifier la rédaction proposée par les Parisiens, il n'a pas pu arriver à faire supprimer toute référence à vérité, justice, morale... On voit l'abîme qu'il y avait entre les ouvriers et Marx. Les ouvriers, qui considéraient la loyauté comme condition nécessaire de la démocratie, en prenaient les éléments au sérieux. Marx les tient pour « grues métaphysiques ».

(7) Heureusement, le texte devait être traduit en toutes sortes de langues et il est arrivé que la traduction fût meilleure que l'original.

Je me suis trouvé, un jour de commémoration de la Commune, au Père-Lachaise, au milieu de réfugiés italiens. Ce qu'ils chantaient était ceci :

Su ! Lottiano, l'ideale
Nostra fine sarà
L'internazionale
Futura umanità !

Les voix étaient justes. C'était beau.

Que penser de la musique ? (Ne tenez pas trop compte de ce que je vais dire. Toute opinion émise par moi sur un tel sujet me paraît comporter une grande probabilité de sottise.) Mais enfin, cette musique-là, c'est un cantique. On verrait ça dans une cathédrale ! Pour des prolos pas contents, j'aurais vu quelque chose d'entraînant, une marche. On peut marcher sur la *Marseillaise*, pas sur l'*Inter*...

... Or l'hymne a eu un succès imprévisible, un succès mondial. De Moscou à Rome et à Madrid, dans les mines et sur les ports, dans les meetings et dans les cortèges, pendant plus de cinquante ans ont retenti les vers du Parisien et la musique du Lillois. Ce fait marque, évidemment, que l'œuvre correspondait à quelque chose de profond dans la sensibilité des ouvriers socialistes (en prenant « ouvriers » et « socialistes » en des sens larges). Cet élément passionnel profond, c'est le sentiment de l'absurdité, de la nocivité des frontières.

De quand date-t-il, ce sentiment ? Il date des années 60, des années de gestation de la 1re Internationale.

On me dira : « Mais le *Manifeste communiste !* »

Non ! Presque tout le monde fait un contresens en jugeant un écrit de 48 avec l'optique d'après 60.

Lisez attentivement l'écrit des jeunes Marx et Engels, vous verrez que l'idée d'internationalisme n'y est pas exposée ; elle est tout au plus sous-jacente ; et la dernière phrase, si célèbre, doit se comprendre : « Prolétaires, *dans* tous les pays, unissez-vous ! »

Il est dit d'ailleurs, quelques pages plus haut :

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant, tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie (8)

On insistera : « Mais il est dit que les prolétaires n'ont pas de patrie ! » Encore une fois, lisez attentivement, depuis le commencement, sans croire que vous savez d'avance, lisez comme si c'était un texte neuf. Il vous apparaîtra que la courte phrase veut dire à peu près : les prolétaires n'ont pas de patrimoine. (Bien sûr ; sans cela ils ne seraient pas prolétaires.)

Cependant, de cette constatation (accompagnant l'idée d'union nécessaire) à l'idée d'union internationale, il n'y a pas loin. Et quand, en 60-64, l'idée vague encore en 48, aura pris forme claire, concrète, organique chez les ouvriers anglais et français, Marx l'adoptera aisément.

On peut ainsi constater que, selon les meilleures règles du matérialisme, l'idée de solidarité internationale des producteurs :

1° est née chez les producteurs ;

2° est née au temps de la production internationale, au temps du « libre-échange ».

Elle n'a pas devancé ce temps. Elle ne lui a guère survécu.

(8) Les mesures que devront prendre les communistes après leur prise du pouvoir sont, elles aussi, bien nationales :

« ... 5° Centralisation du crédit dans les mains de l'Etat, au moyen d'une banque nationale...

« 6° Centralisation, dans les mains de l'Etat, de tous les moyens de transport.

« 7° Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production... »

" En nourrice à Londres "

« *L'Association internationale des travailleurs* est une fille des ateliers parisiens mise en nourrice à Londres. »

Tout socialiste a lu, bien des fois, cette formule pittoresque et vraie. Mais personne, en France, à ma connaissance ne s'est demandé quels étaient les sentiments du nourricier, quels étaient les mobiles des ouvriers anglais, qui sont tout de même l'élément capital, puisqu'ils sont les initiateurs. Je n'ai pas trouvé en France d'élément de réponse positif.

Je crois seulement pouvoir dire ceci :

Dans les années 60, les ouvriers anglais avaient, depuis déjà longtemps, le droit syndical. (On disait alors droit de coalition, ou d'association.) Ils avaient leurs *Trade-Unions*. Et par elles ils avaient obtenu la limitation de la journée de travail à dix heures.

Or ils désiraient faire porter cette limitation à huit heures. Comment, sous le régime du libre échange international des marchandises, cela aurait-il été possible si les ouvriers du continent continuaient à travailler des dix, douze et treize heures ? Il fallait donc s'entendre avec ces derniers.

Au moins depuis 1862, il y eut des contacts ; ils aboutirent à la grande réunion du 24 septembre 1864, où naquit officiellement l'*Internationale*.

Les Anglais furent-ils satisfaits de ces contacts avec les continentaux ? Il y a tout lieu de penser le contraire. Les non-Anglais se mirent à parler de toutes sortes de choses étrangères à la question posée. Et particulièrement a dû leur paraître étrangement décevante la réponse des Français, qui étaient leurs partenaires principaux.

Il suffit de lire Fribourg, l'un des fondateurs.

Rendant compte du congrès qui se tint à Genève en 1865, il écrit (9) :

... Les Anglais demandaient au Congrès une déclaration limitative des heures de travail... Invoquant un récent arrêté des Etats-Unis, dans lequel la durée légale de la journée était fixée à huit heures, ils suppliaient leurs coassociés d'opposer un refus systématique à leurs patrons, lorsque ceux-ci, sous prétexte de commandes pressées, leur demanderaient de faire des heures supplémentaires ou du travail de nuit, encore bien qu'ils offriraient de le payer au-dessus du tarif ordinaire.

Tout en reconnaissant avec les Anglais qu'il était profondément regrettable de voir certains patrons, faussant la loi de l'offre et de la demande, spéculer sur les prétendues conditions de commande pour contraindre les ouvriers à travailler plus que les hygiénistes ne prescrivent... Varlin, Tolain, Chemalé, Camélinat, Fribourg s'opposèrent à la prise en considération de la proposition anglaise ; selon eux c'était assez faire que de déclarer « en principe, qu'un travail sérieux de huit heures par jour devait être considéré comme suffisant pour procurer à celui qui l'exécute les moyens de subvenir à son existence ; qu'il convenait de laisser les jeunes enfants le plus tard possible à l'école, et que le travail de nuit, contraire à la nature de l'homme, ne devait être qu'une exception dans une société normale.

Mais au nom de la liberté des contrats et des contractants, l'Assemblée internationale n'avait pas à intervenir dans les rapports particuliers de patrons à ouvriers autrement que par des conseils s'il lui en était demandé.

Après cette sévère déception, que firent les Anglais, pour ce qui est de l'Association ?

Pratiquement ils ne s'y intéressèrent plus que très peu. Ils continuèrent à faire preuve de solidarité effective pour tout ce qui était soutien des grévistes sur le continent (et Dieu sait s'il y en eut !) mais je ne vois pas qu'ils aient porté intérêt à la multitude des problèmes sur lesquels disputèrent tous les autres (Allemands, Français, Russes...) et qui se trouvaient être très en dehors de la question pratique initialement posée, la question de la durée trop grande de la journée de travail.

" Fille des ateliers parisiens "

Maintenant que j'ai avoué mon ignorance pour ce qui est des Anglais, revenons en France.

Quel pouvait être, dans les années 60, l'esprit des ouvriers français, et surtout des ouvriers parisiens ? (Car il y avait encore des « ouvriers parisions »... Il n'y en a plus guère. Ils sont en banlieue et — c'est encore beaucoup plus grave — ils sont beaucoup moins « ouvriers » que leurs grand-pères, qui savaient tout faire, ou du moins faire complètement quelque chose.)

Bon. De 1848 à 1860, ça ne fait jamais que douze ans.

Ceux de mes lecteurs éventuels qui ont plus de quarante ans savent que ce laps-là n'est pas grand-chose. Par deux fois nous sommes restés dans des « après-guerre » qui ont duré plus longtemps. Donc, dans les années 60, nos grand-pères étaient encore dans l'après-révolution, dans *l'après-défaite ouvrière*. On avait tant espéré, tant milité, tant combattu ! Pour arriver à quoi ? Aux « Journées de Juin ». La déception était terrible. Et la conclusion allait d'elle-même :

Nous avons été vaincus, comment ?

A l'occasion d'une révolution que nous avons acceptée *politique*. (« Trois mois de misère à crédit », « Commission du Luxembourg », « Ateliers nationaux ».)

Nous ne voulons plus, donc, de *politique*.

D'où le :

« ... sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » Aujourd'hui la formule n'est plus comprise. On croit que cela veut dire : par le concours, en une révolte, des travailleurs. Ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Il s'agit, comme cela est bien dit, des travailleurs *eux-mêmes*, en tant que *travailleurs* et non pas comme soldats d'une armée, un certain jour, pour une certaine action, forcément politique.

Revenons à Fribourg (10).

Il nous parle des travaux du Bureau de Paris en 66.

... On se préoccupa du crédit mutuel appliqué à l'émancipation du prolétariat.

Sur ce sujet, voici quel était le plan que se proposait d'exécuter l'Internationale (section française) : demander à chacun de ses adhérents une cotisation hebdomadaire de 0 F 10 c., et faire servir ces fonds à mettre tout un groupe professionnel en possession de ses outils de travail, et à le soutenir pendant tout le temps que la concurrence des capitalistes rendrait le travail rare ou peu lucratif ; puis, lorsque ce groupe serait assez fort pour vivre par lui-même, procéder de même à l'égard d'un autre groupe, puis d'un troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que, dans chaque profession, un groupe de production étant constitué, on pût songer à l'ouverture de magasins de vente à prix de revient : en faisant coïncider cette fondation avec la création d'un papier d'échange primant la monnaie métallique dans les magasins de l'Association...

---

(9) L'Association Internationale des Travailleurs par E.E. Fribourg, Paris 1871. Armand Le Chevalier éditeur.

(10) Loc. cit.

Qu'est-ce qu'un travailleur ?

Nous venons, peut-être, de comprendre le « *eux-mêmes* » de la célèbre formule. Nous venons de prendre connaissance d'un des procédés par lesquels les ouvriers internationaux parisiens (si l'on peut s'exprimer ainsi) envisageaient de réaliser leur propre émancipation.

Mais qu'en est-il du premier terme de la formule ? Qu'est-ce qu'un travailleur ?

La question fut abordée à la conférence de Londres.

Ecoutons encore Fribourg :

Le Congrès annoncé pour 1865 ne pouvant avoir lieu par suite du trop petit nombre des adhérents et de la pauvreté pécuniaire du Conseil général, une conférence administrative fut résolue pour le jour anniversaire de la fondation...

Le 23 septembre 1865, les correspondants de Paris, Tolain, Fribourg, Ch. Limousin, auxquels avait été adjoint Varlin comme représentant des 500 adhérents parisiens ; César de Paëpe, correspondant de Bruxelles, Dupleix, relieur représentant la section française de Genève (etc.)... se réunissaient dans l'une des salles de l'Adelphi Terrace, à Londres...

Tout d'abord les conférenciers furent arrêtés par le titre même de l'Association. En effet, qu'est-ce qu'un travailleur ? A quel signe certain peut-on discerner celui qui a droit à ce titre, d'avec celui qui voudrait l'usurper ? Devait-on admettre tous ceux qui revendiqueraient cette qualification ?

A Paris, la qusetion avait été résolue. Dans les séances du jeudi, les Gravilliers s'étaient prononcés pour l'exclusion formelle de ce qu'on appelle vulgairement les travailleurs de la pensée.

Malgré leur grand bon vouloir, les Parisiens n'avaient pu comprendre ce qu'il fallait entendre par ces mots ; s'ils signifiaient professions libérales, et comprenaient les avocats, poètes, romanciers, médecins, artistes, journalistes, leur avis était que la présence de ces messieurs dans les rangs de l'Association internationale des travailleurs, contribuerait à lui enlever son caractère de société ouvrière socialiste, et l'entraînerait finalement dans les menées politiques...

Donc ne peut être tenu pour « travailleur » que celui qui est évidemment un *ouvrier*.

Comme on sait, cette conception française ne triompha pas. Dès le début on voit dans le bureau de Londres, comme correspondant pour l'Allemagne, un homme qui n'a jamais fait un jour de travail ouvrier, ou de travail salarié, le Docteur Karl Marx.

Marx avait pris, contre l'ouvriérisme, sa précaution, depuis longtemps :

... Enfin, au moment où la lutte des classes approche de l'heure décisive, le processus de dissolution de la classe régnante, de la vieille société tout entière, prend un caractère si violent et si âpre qu'une petite fraction de la classe régnante s'en détache et se rallie à la classe révolutionnaire, à la classe qui porte en elle l'avenir. De même que, jadis, une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, et notamment CETTE PARTIE DES IDEOLOGUES BOURGEOIS PARVENUS A L'INTELLIGENCE THEORIQUE DE L'ENSEMBLE DU MOUVEMENT HISTORIQUE. (Manifeste Communiste, 1848).

Et il arriva que, même en France, la règle ne fut pas totalement respectée. Et l'événement semble prouver que ce fut regrettable. Par exemple, voici la liste des inculpés au premier « procès de l'Internationale » (Paris, 6 mars 1868) :

Tolain ,ouvrier ciseleur, Héligon, imprimeur sur papiers peints, Camélinat (11), monteur en bronze, Murat, ouvrier mécanicien, Perrachon, monteur en bronze, Fournaise, ouvrier en instruments de précision, Gauthier, ouvrier bijoutier, Dauthier, sellier, Bellamy, tourneur robinettier, Gérardin, peintre en bâtiments, Bastien, corsetier, Guyard, monteur en bronze, Delahaye, mécanicien, Delorme, cordonnier, Chemalé, architecte.

Un seul des prévenus n'est pas ouvrier, Chemalé. Or il arriva que, pratiquement, il désolidarisa sa défense de celle des ouvriers. Et, après la condamnation, il ne milita plus.

L'Internationale remplace les Etats

« *L'atelier remplacera le gouvernement* » (12). La formule est de Proudhon. Or le proudhonisme, dans les années qui nous occupent, règne en maître dans l'esprit des socialistes français. Au point que lorsque Engels parle du « dépérissement » — dans un futur indéterminé — « de l'Etat », on peut être sûr qu'il fait une concession aux idées qui règnent dans une très large portion des « socialistes » du continent. (On peut être sûr également que ce marxiste autoritaire ne croit pas un mot de ce qu'il dit là.) Or, si l'atelier remplace le gouvernement, la conclusion est facile, obligatoire même : s'il n'y a plus nulle part de gouvernement, l'*Association Internationale des Travailleurs* remplace les Etats nationaux.

L'idée a été exprimée presque clairement par un journal de Bruxelles, en un article du 28 février 1869 (13). Reproduisons-le, malgré sa longueur.

L'Association internationale des Travailleurs **porte dans ses flancs la régénération sociale.**

Il en est beaucoup qui conviennent que si l'Association vient à réaliser son programme, elle aura effectivement instauré le règne de la justice, mais qui croient que certaines institutions actuelles de l'Internationale ne sont que temporaires et destinées à disparaître. Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur.

Examinons donc sous quelle structure se présente actuellement l'Association, en prenant les types les plus complets, car grand nombre de sections ne sont pas encore arrivées à une organisation parfaite.

La Section est le type de la commune. Là sont réunis les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession.

A la tête de la section est un Comité administratif, qui est chargé d'exécuter les mesures décrétées

---

11) D.S. : « Camélinat Louis, né le 14 septembre 1840. Ouvrier vigneron, homme de peine, puis monteur en bronze, il commença par combattre l'Empire et organisa les travailleurs en syndicat... En avril 1871, la Commune de Paris le délégua à l'Hôtel de la Monnaie où il apporta des améliorations qui sont restées. Les Versaillais le condamnèrent par contumace à la déportation dans une enceinte fortifiée. Il réussit à passer en Angleterre. En 1880 il revint en France... »

(12) « C'est de l'utopie », dira-t-on, à la suite du dédaigneux Marx ; « c'est de l'utopie comme tout le proudhonisme ». Nous sommes d'accord.

Mais c'est de l'utopie dans une moindre mesure que la croyance qui a prévalu par la suite, à savoir que les travailleurs seront émancipés si certains hommes deviennent ministres (IIe Internationale) ou dictateurs (IIIe).

(13) Ce journal s'appelle **L'Internationale.** J'ai connaissance de l'article grâce à un ouvrage **tout à fait réactionnaire,** mais documenté, intitulé, lui aussi, **L'Internationale,** d'un nommé Oscar Testut, avocat. (Paris et Versailles, 1871).

par la section. Au lieu de commander, comme les administrations actuelles, il obéit à ses administrés.

Le Conseil fédéral est composé des délégués des différents groupes ouvriers ; à lui les questions de rapports entre les différents métiers, d'organisation du travail. C'est là une lacune de nos gouvernements actuels, qui ne représentent qu'une tourbe confuse d'individus au lieu de représenter des groupements d'intérêts.

Les différentes sociétés groupées au Conseil fédéral sont des sociétés de résistance. Ces sociétés appartiennent aussi bien à l'avenir qu'au présent. Groupant autour d'elles les ouvriers d'un même métier, leur apprenant à discuter leurs intérêts, à calculer le prix de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir, bien plus que la société de production, qui, dans l'état actuel, ne peut guère prendre d'extension. Rien de plus facile, lorsque le moment sera venu, que de transformer les sociétés de résistance en ateliers coopératifs, lorsque les ouvriers se seront entendus pour demander la liquidation de la société actuelle, qui leur fait perpétuellement banqueroute.

Les sociétés coopératives de consommation qui se sont établies dans la plupart des sections sont destinées à remplacer un jour le commerce actuel, plein de fraudes et d'embûches. Elles se transformeront en bazars communaux ; où les différents produits seront exposés avec indication exacte de leur prix de revient. Cette agence recevra les demandes de l'extérieur et se chargera des expéditions sans autre surtaxe que le payement des frais.

Les caisses de secours mutuel et de prévoyance prendront un plus vaste essor et deviendront des sociétés d'assurance universelle. Maladies, infirmités, vieillesse, veuvage, toutes ces sources actuelles de misère seront écartées. Plus de bureaux de bienfaisance, l'assistance publique déshonore ; plus d'hôpitaux où l'on est admis par charité. Tous les soins que l'on recevra auront été payés ; il n'y aura plus de médecins des pauvres.

L'ignorance, autre source de misère, disparaîtra devant l'instruction donnée par chaque section. Il ne s'agit pas de cette instruction que nos doctrinaires mêmes réclament à grands cris. Nous voulons former des hommes, et l'on n'est un homme complet que lorsqu'on est travailleur et savant en même temps ; aussi tous les travailleurs réunis au Congrès de Bruxelles, en septembre dernier, ont-il réclamé l'instruction intégrale, qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers. Cette instruction ne pouvant se donner actuellement, par suite d'empêchements matériels, les sections y suppléent du mieux qu'elles peuvent en organisant des meetings, des conférences, en fondant des journaux où l'on enseigne aux ouvriers les droits de l'homme, où on leur apprend à les revendiquer, où, enfin, l'on rassemble les matériaux pour l'édifice de la société future.

Le problème d'organisation de la justice est déjà résolu au sein de l'Internationale. Les caisses de défense remplissent cet objet. Elles ont leur côté d'actualité en ce sens qu'après avoir examiné la cause, le Comité de défense décide si l'affaire sera soutenue en justice, lorsqu'un ouvrier a à se plaindre d'une injustice commise par un patron. Mais cette institution regarde aussi l'avenir, en ce qu'elle décide des contestations entre membres au moyen d'un jury choisi par l'élection et renouvelable dans un délai très court. Dans l'avenir, plus de chicaniers, de juges, de procureurs, d'avocats. Le même droit pour tous et la justice basée, non plus sur tel ou tel texte plus ou moins embrouillé autour duquel on dispute, mais sur la raison et la droiture.

Les différentes sections sont reliées à leur tour en fédération, puis par pays. Ces fédérations comprennent non seulement un groupement par section, mais encore un groupement par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi seront facilitées les relations entre les différents groupes, ainsi le travail pourra être organisé, non pas seulement au sein des communes, mais au sein du pays tout entier.

De vastes institutions de crédit seront comme les artères et les veines de cette organisation. Le crédit ne sera plus ce qu'il est aujourd'hui, un instrument de mort, car il sera basé sur l'égal échange : ce sera le crédit au prix de revient.

Si l'Internationale n'a pu encore, dans l'état actuel, fonder une institution de ce genre, au moins elle en a déjà discuté les principes et les statuts aux Congrès de Lausanne et de Bruxelles. A ce dernier Congrès, un projet de banque d'échange a été présenté par la section bruxelloise.

Enfin, les rapports entre les différents pays sont assurés par un Conseil général international. Telle sera la diplomatie future : plus d'attachés d'ambassade, plus de fringants secrétaires de légation, plus de diplomatie, plus de protocoles de guerre.

Un bureau central de correspondance, de renseignements et de statistiques, voilà tout ce qu'il faut pour relier les nations unies par un lien fraternel.

Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune il s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée, et l'ancienne s'écroulera d'un souffle. Ainsi, lorsqu'une plaie se cicatrise, l'on voit au-dessus se former une escarre, tandis que la chair se reforme lentement en-dessous. Un beau jour la croûte tombe, et la chair apparaît fraîche et vermeille.

Au Congrès de Genève

L'article qu'on vient de lire (si on en a eu la patience !) traite d'une question très générale.

On se rendra encore mieux compte des idées 60-71 en envisageant des questions particulières.

Prenons donc connaissance des propositions de la délégation française au Congrès de Genève (1866).

On a déjà pu voir que la résolution relative à la limitation autoritaire de la durée du travail a un caractère, pour nous, étrange. Il n'est plus personne aujourd'hui qui n'admette sur ce point l'intervention de l'Etat. (Car nous, sauf exceptions rarissimes, nous admettons l'Etat.)

La même impression d'étrangeté est ressentie devant presque toutes les autres résolutions. Liberté, individualisme, coopération, vérité, justice, morale sont les éléments de base. Nulle part il n'y a référence à l'Autorité.

S'agit-il de l'*éducation des enfants* ? On repousse formellement l'idée, qui nous semble aller d'elle-même, de l'instruction étatique et obligatoire.

L'instruction par l'Etat, c'est logiquement, nécessairement un programme uniforme, ayant pour but de modeler toutes les intelligences d'après un type unique, type qui sera forcément, d'après la nature même de l'esprit humain, la négation de la vie sociale, laquelle se compose de luttes, de contradictions, d'affirmations contraires ; ce sera l'immobilisme, l'atonie, l'atrophie générale au détriment de tous.

Pour l'instruction comme pour l'incendie, le chômage, la maladie et autres risques, l'assurance mutuelle est... destinée à rendre accessible à tous l'éducation nécessaire.

Nous ne pouvons donc admettre l'instruction gratuite et obligatoire comme moyen d'éducation, et nous nous refusons à vous accorder la sanction réclamée si elle peut permettre à l'Etat d'intervenir dans la famille...

C'est là la motion défendue par la majorité de la délégation française. Mais il y a une opinion minoritaire, moins extrémiste dont voici la conclusion :

Nous concluons donc à l'enseignement par la société sous la direction des parents et obligatoire

pour tous les enfants ; mais nous demandons aussi, quoi qu'il arrive, la liberté d'enseignement. (14)

S'agit-il de la *question polonaise* ? La libération de la Pologne, était, depuis longtemps en France, un élément important de tout mouvement *politique* de gauche. En février et mars 48, beaucoup de gens de gauche voulaient que l'on allât immédiatement délivrer la Pologne (au prix, simplement, de la guerre contre la Russie, la Prusse et l'Autriche). La position des « internationaux » de France est toute différente :

Partisans de la liberté, nous déclarons protester contre tous les despotismes, condamner et reprouver énergiquement l'organisation et les tendances sociales du despotisme russe, comme devant conduire infailliblement au communisme le plus abrutissant; mais, délégués à un congrès économique, nous croyons n'avoir rien à dire sur la reconstitution de la Pologne.

S'agit-il de la question : *libre échange ou protectionnisme ?* Ils refusent encore de prendre parti :

Que le maître de forges de la Champagne ou des Vosges, que le filateur rouennais soient protectionnistes ; que l'armateur de Marseille ou le vigneron bordelais soient libre-échangistes, c'est leur affaire ; ils ne consultent guère en cela que leur intérêt. Mais nous qui cherchons la justice, nous qui croyons qu'un contrat librement consenti doit relier solidairement les citoyens qui composent un groupe naturel : commune, province, nation, quel intérêt avons-nous à voir triompher la protection ou le libre-échange ?

Ce que nous voulons c'est la liberté d'organiser l'échange égal entre producteurs, service pour service, travail pour travail, crédit pour crédit. Dans toute spéculation commerciale, l'un des deux contractants a perdu ce que l'autre a gagné, c'est l'état de guerre. A nous d'organiser la paix dans l'industrie par la suppression graduelle des chances aléatoires du commerce, par la coopération qui, basée sur la réciprocité et la justice, ne peut admettre entre contractants, qu'un échange mutuel de services équivalents.

Sur la *question religieuse :*

La religion est une des manifestations de la conscience humaine, respectable comme toutes les autres tant qu'elle reste chose intérieure, individuelle, intime ; nous considérons les idées religieuses et toutes les idées a priori comme ne pouvant être l'objet d'une discussion utile ; chacun pensera, sur ce point, ce qu'il jugera convenable, à la condition de ne pas faire intervenir « son Dieu » dans les rapports sociaux, et de pratiquer la justice et la morale.

On s'est encore occupé à Genève *de la femme et de l'enfant.* Proudhoniens, les délégués français se sont déclarés opposés au *travail* pour ces deux catégories d'êtres humains. En sorte que ces braves internationaux paraîtraient aujourd'hui « antiféministes ».

Cependant, dans une certaine mesure, et presque à notre insu, leur idée a survécu. N'admettons-nous pas l'« indemnité de la mère au foyer » et les pensions de veuve ? (Alors qu'il n'y a rien de semblable pour le veuf, ou pour le père qui ne voudrait pas travailler). (15)

Quant à la condamnation du travail des enfants, on n'a pas à souligner que la cause a été complètement gagnée.

J. PERA

(La place limitée dont nous disposons nous oblige à renvoyer à un prochain numéro la suite de l'étude de Péra consacrée aux procès de l'Internationale).

(14) Sur ce sujet de l'éducation, il est un souhait dont je ne retrouve pas la référence, mais qui me semble avoir été commun à tous les délégués français : instituer, pour le jeune ouvrier un « Tour d'Europe » de cinq ans afin qu'il ait connaissance de tous les procédés relatifs à son métier et qu'il ait une certaine connaissance des langues parlées dans l'Internationale.

(15) Il me paraît probable que là où l'antiproudhonisme, le marxisme, a complètement triomphé (Russie, Chine, etc.), là où la femme est identifiée à l'homme pour l'obligation au travail, il n'y a ni indemnité « au foyer », ni pension à la veuve.

En Occident on a, parfois, réussi à ne pas confondre égal et la même chose. Avec liberté de travailler ou non et « A travail égal salaire égal » on a pour la femme une meilleure solution.

Jaurès "commémoré" par les partis

Le parti socialiste et le parti communiste ont, chacun de son côté, organisé des manifestations pour célébrer le souvenir de Jean Jaurès à l'occasion du cinquantième anniversaire de son assassinat, avec lectures et publications de textes du tribun.

Aussi bien du côté socialiste que du côté communiste, la *discrimination faite dans l'œuvre ou les discours de Jaurès est symptomatique.*

Au cours de ces manifestations il a été lu des extraits concernant les conceptions jauressiennes de l'unité des travailleurs, sur l'internationalisme ; l'armée nouvelle, l'émancipation de l'homme, la laïcité mais, comme toujours depuis cinquante ans, *le principal a été omis,* c'est-à-dire le rappel des buts du socialisme.

Les organisateurs ont pris dans les textes tout ce qui n'était pas en opposition avec leur attitude, en laissant de côté *l'enseignement essentiel* contenu dans le discours à la Jeunesse, *la définition même du socialisme par le penseur socialiste :*

« Une vaste coopération sociale où tous les travailleurs de tout ordre organiseront l'atelier, le travail et la propriété selon le type républicain, sous la direction de chefs librement élus et administreront la production enfin organisée. » (Discours à la jeunesse, 1903.)

La majorité socialiste et communiste de 1945 n'est pas fière des quelques ridicules « nationalisations » élaborées et votées par elle, *où la classe ouvrière est représentée par deux salariés aux Conseils d'administration !*

Les dirigeants des partis « ouvriers » dissimulent les buts du socialisme, tels qu'ils étaient définis par Jean Jaurès, socialiste sincère que ses amis représentent plutôt comme un tiède, un « raisonnable », car *la comparaison entre le but indiqué et les réalisations accomplies* par les « socialistes » et les « communistes » au gouvernement, fait éclater, aux yeux de tous, la banqueroute des escobars qui se disent ses disciples.

La classe ouvrière est partie au début du siècle, à l'appel de Jaurès, pour réaliser une coopération générale avec gestion des entreprises par les travailleurs. Lorsque ses prétendus représentants ont eu enfin une majorité dans une Constituante... ils ont « nationalisé » Renault et le Crédit Lyonnais !

La montagne a accouché d'une souris, c'est ce qui explique que la salle Pleyel était à moitié vide le 7 juillet et que la commémoration du P.C. était, cette année encore, particulièrement maigre.

R. LE GREFFIER

REPRISE DU TRAVAIL DANS L'INQUIETUDE

Ces quelques commentaires s'efforceront de caractériser les aspects les plus marquants de la situation au retour des congés payés qui s'est immédiatement placée sous le signe de l'inquiétude pour beaucoup de travailleurs de la métallurgie.

CAS PARTICULIERS OU PROBLEMES GENERAUX ?

Depuis déjà longtemps, les chantiers navals sont en crise. Ils n'occupent plus aujourd'hui en France, qu'une trentaine de mille de salariés. Leurs effectifs se réduisent sans cesse et les reconversions promises ont donné d'autant moins de résultats qu'elles se sont généralement orientées vers la production des biens d'équipement, eux-mêmes en passe difficile.

En effet, dans un récent rapport du Conseil économique et social sur les industries de biens d'équipement, il est cité à l'appui que trois usines de gros matériel mécanique de la région parisienne, de Grenoble et de Mulhouse, qui emploient chacune plusieurs milliers de personnes, ont réduit leurs effectifs de 20 % en quelques mois.

On connaît, par ailleurs, les horaires en dents de scie de l'électro-ménager. Les hésitations et les incertitudes de l'aéronautique ont amené de grands établissements, tels ceux de Sud-Aviation, à envisager des aménagements d'horaires surtout sensibles dans le sud-est avec la réduction à 45 heures de la semaine de travail à Marignane. Aujourd'hui, c'est le tour de l'automobile qui chute, rien d'étonnant pour ceux qui observaient, depuis ces derniers mois, le comportement de cette industrie sur le plan français, européen et américain.

Bien sûr, pour les industries de base, l'activité reste soutenue, notamment pour la sidérurgie mais, ici, observons que les objectifs du IV[e] Plan n'ont pas été atteints et que l'on se contentera probablement, de les reconduire simplement sur le V[e]. Est-ce faute de moyens ? Je ne le pense pas car il est de notoriété publique que l'on ne pousse pas à la pleine utilisation des capacités de production. Des nouveaux outils, tels ceux du complexe sidérurgique de Dunkerque, ne sont mis en route que très progressivement, sans hâte.

Nous pensons, en conclusion, que nous sommes effectivement devant des cas particuliers ayant des causes particulières de ralentissement de l'activité ; c'est certes vrai, mais nous sommes aussi persuadés que nous entrons dans une phase nouvelle de conjoncture générale.

Sans parler de récession, sans dire que nous sortirons brutalement du suremploi et de la pénurie de main-d'œuvre pour entrer dans le sous-ploi, l'expansion semble, toutefois, bien marquer le pas.

LES RESPONSABILITES GOUVERNEMENTALES

Le plan de stabilisation porte, incontestablement, ses mauvais fruits sur l'expansion. Les calculs de ses auteurs visaient en partie de peser sur l'évolution des salaires, en diminuant la tension sur le marché du travail puisque certains allaient, allègrement, jusqu'à vanter les effets bienfaisants de quelques petites poches de chômage. Ils visaient aussi à réduire la consommation.

Il y a également ces charges improductives qui handicapent l'économie. Depuis des mois et des mois, les meilleurs experts économiques et financiers de toute obédience n'ont cessé de mettre en garde nos responsables contre les dépenses de l'Etat qui nourrissent l'inflation.

Ce sont les conséquences d'une politique étrangère aussi coûteuse que prétentieuse et hasardeuse. Ce sont ces dépenses militaires avouées et occultes qui prennent en France, par rapport au revenu national, des proportions inégalées chez nos concurrents des grands pays industriels : Allemagne, Angleterre, U.S.A., etc.

Il s'ensuit une fiscalité qui, à tous les stades, grève les prix des produits industriels et affecte directement et indirectement, le pouvoir de consommation des travailleurs, ainsi qu'une superfiscalité qui, en particulier pour l'automobile, paralyse des utilisations.

A propos de l'industrie automobile, ce n'est pas par hasard que, dans l'ensemble des grands pays constructeurs européens, la France se révèle premier touché parce que le plus fragile. Bien des journalistes n'ont pas manqué de faire observer que, si l'économie allemande ne connaît pas, actuellement, les ennuis de la nôtre, c'est bien parce qu'elle ne supporte pas toutes les charges auxquelles il est fait allusion ci-dessus.

LE PROGRES TECHNIQUE ET LA DUREE DU TRAVAIL

Mais, à la Fédération F.O. de la Métallurgie, nous voudrions aussi mettre l'accent sur un autre aspect des choses : les effets des progrès techniques sur l'emploi de la main-d'œuvre avec les énormes progrès de production et de productivité réalisés.

Avec les nouveaux outils et les nouveaux moyens, un pétrolier, une automobile, un téléviseur, une tonne d'acier, un réfrigérateur ou un tracteur sont produits, aujourd'hui, dans des conditions et dans un nombre d'heures de travail peu comparables avec ce que nous connaissions peu d'années en arrière.

On nous dira : mais les besoins des hommes et des peuples croissent si vite, des débouchés considérables existent encore. C'est vrai et les syndicalistes moins que d'autres oseraient parler de saturation et encourager, sous quelque forme que ce soit, un retour au mathusianisme économique.

Il n'en reste pas moins vrai qu'il n'est pas admissible qu'en France, les horaires de travail demeurent figés et que nous n'ayons connu, depuis la fin de la guerre, aucune adaptation de la durée hebdomadaire du temps de travail au progrès technique, à la rationalisation des productions et à la modernisation des outillages.

Ces adaptations, les autres grands pays industriels, nos voisins d'Europe Occidentale en particulier, les appliquent depuis bientôt 10 ans. C'est là que, sur le plan social, la France, pays d'avant-garde en 1936, avec sa semaine des 40 heures, est devenue en 1964 retardataire.

LE RETOUR AUX 40 HEURES, LE PLEIN-EMPLOI ET LE MAINTIEN DES RESSOURCES

Telles sont donc les revendications prioritaires et inséparables pour les métallurgistes, cet automne.

Il faudra, à la fois, surmonter quelques difficultés économiques et rattraper, sur le plan social, certains retards pris sur des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, ceux du Bénélux, de Scandinavie, la Suisse, etc., où depuis 1957, toute une cascade de conventions collectives ont progressivement abaissé la réduction de la durée hebdomadaire du travail jusqu'à des niveaux de 40-44 heures, avec, chaque fois, des augmentations de salaire conséquentes qui ont, non seulement, maintenu mais amélioré le pouvoir d'achat.

Chez nous, comme ailleurs, la productivité peut largement payer la réduction du temps de travail compensée par des augmentations de salaires.

Antoine LAVAL

Secrétaire général de la Fédération F.O. de la Métallurgie

A PROPOS DE L'INFLATION

Alors que nous lui exprimions notre opinion sur l'inflation, ses causes et ses remèdes, un éminent économiste et historien suisse, M. Herbert Lüthy, nous faisait un jour courtoisement observer que ce que nous appelons inflation n'est pas un phénomène récent. A l'appui de ses dires, il nous citait le *denarius* de l'époque romaine, émis en 180 avant J.-C. et qui, cent ans plus tard, avait perdu la moitié de sa valeur ; les manipulations monétaires de certains gaspilleurs royaux, dont Philippe le Bel fut l'un des plus célèbres, et qui transmutaient la monnaie d'or en cuivre ; enfin les assignats que les Jacobins imprimèrent à outrance. Tout cela est parfaitement exact. On peut toutefois objecter que ces opérations ne sont pas tout à fait comparables à celles d'aujourd'hui puisqu'elles s'effectuaient au cours des siècles où sommeillaient les sciences et les techniques et où les hommes vivaient sous le régime de la rareté, sinon de la disette.

Quand se développa le progrès technique, entraînant, à l'orée du XIXe siècle, la multiplication des manufactures, il est bien connu que la bourgeoisie française, propriétaire de tous les biens immeubles et proverbialement honnête et probe (!), et qui considérait la fabrication de la fausse monnaie comme un acte particulièrement criminel, préféra faire crever de faim des multitudes en les maintenant au chômage ou en les utilisant quatorze heures par jour dans des ateliers insalubres pour un salaire de famine, plutôt que de leur procurer, par crainte de l'inflation, ce que nous appelons aujourd'hui le minimum vital.

Cependant, quand Guizot, en 1830, disait aux bourgeois français : « Enrichissez-vous ! » se doutait-il que toutes les promesses de l'inflation étaient incluses dans sa péremptoire invitation ? Car nous allions entrer, vers la seconde moitié du XIXe siècle, dans une ère de production massive de toutes sortes d'objets et de matières, et il deviendrait difficile de maintenir au XXe siècle, pour la majeure partie du prolétariat salarié, les conditions de vie du siècle précédent. L'organisation du mouvement ouvrier, prenant réellement naissance entre 1830 et 1845, devait peu à peu faire valoir des revendications qui nous conduiraient insensiblement vers ce que M. Herbert Lüthy qualifie de « néocapitalisme social ». La caractéristique principale de ce néocapitalisme est l'obligation où il se trouve, en dépit de ses réticences, d'accorder aux salariés des moyens d'achat relativement proportionnels aux quantités de produits et aux nombreux services qu'il multiplie sur le marché. Comment assurer l'écoulement de ces produits, le fonctionnement de ces services, sinon en procurant à la majorité des consommateurs et utilisateurs les moyens appropriés ?

Seulement (il y a un « seulement ») ces moyens sont entre les mains d'une catégorie de personnages qui, *légalement*, dictent leurs volontés aux pouvoirs publics et qui, contraints par des revendications appuyées sur la grève, de se démunir d'une partie de leurs revenus pour la transférer aux catégories salariées, ont *légalement le droit* de récupérer de la main gauche, *toujours avec profit*, ce qu'ils lâchent de la main droite. Car en effet, possesseurs de richesses et de matières premières, gestionnaires des moyens d'exploitation de ces richesses, des industries de transformation de ces matières, ils ont toute latitude d'augmenter le prix de leurs produits ou de leurs services, de manière à compenser largement le montant de leurs sacrifices. Nous assistons actuellement à l'évolution de ce processus, et ce ne sont pas les indignations purement verbales d'un de Gaulle ou d'un Giscard d'Estaing qui y changeront quelque chose. Le gouvernement de Gaulle, ni plus ni moins lié aux intérêts des grands privilèges que ses devanciers, se livre à un bluff éhonté quand il prétend « stabiliser les prix », alors que, gestionnaire lui-même de monopoles et de services publics (S.N.C.F., E.D.F., P.T.T., H.L.M., etc.) il ne connaît d'autre procédé pour équilibrer leurs budgets que d'augmenter les tarifs, ce qu'il fait périodiquement.

Parallèlement à cela, les « grands commis », à la façon des pompidoux et autres chalandons, directeurs de banques, continuent à recevoir un salaire cinquante fois supérieur à celui de leurs subordonnés, et les cent soixante mille Français qui l'an dernier disposaient de 10.000 NF par mois de revenus, disposeront cette année de 12.000 NF. Ainsi s'explique l'inflation. Pour la freiner, les privilégiés du régime utilisent un procédé qui s'apparente, dans une certaine mesure, à celui de leurs homologues du siècle dernier : ils maintiennent des multitudes d'« économiquement faibles » à l'aumône de 5 NF par jour et de salariés au S.M.I.G. à 2 NF l'heure.

A cet état monstrueusement criminel, quel correctif proposer ?

Le mouvement ouvrier avait bien élaboré, au début de ce siècle, une certaine charte d'Amiens où il était question de la mainmise progressive sur les entreprises, de la gestion des biens et des services par les producteurs eux-mêmes, bref de l'acheminement vers la suppression simultanée du salariat et du profit capitaliste. Où en est-on par rapport à cette charte ? C'est toute la question.

Il est évident que les grèves auxquelles nous assistons ne sont nullement orientées vers les objectifs de la charte d'Amiens, mais qu'elles ont uniquement pour but de *faire participer les salariés*, de façon aussi progressive que possible, *aux profits du patronat*. Nous sommes donc loin de la suppression de ces profits puisque, nous l'avons vu plus haut, au fur et à mesure que les salaires augmentent, les profits du capital s'amplifient proportionnellement. On peut en conclure que seule la réalisation des objectifs de la charte d'Amiens apporterait un correctif à cette situation. Encore faudrait-il que les salariés en prennent conscience. Ils ne semblent pas s'y préparer pour la simple raison que les plus favorisés d'entre eux (et parmi ceux-ci *tous les dirigeants syndicaux*) sont maintenant propriétaires de biens immobiliers, voire actionnaires de sociétés anonymes...

Alors, quoi que prétendît encore tout récemment le Giscard-qui-se-dit-d'Estaing, la dévaluation, corollaire inévitable de l'inflation, n'a pas fini d'être utilisée comme cautère sur la jambe de bois du « néocapitalisme social ».

Robert PROIX

Notes d'Economie et de Politique

CONFIRMATION « A CONTRARIO »

Nous avons répété à satiété ici-même — mais hélas ! sans grand succès — que la hausse des prix tend à s'accompagner d'une hausse des salaires, et, par salaires j'entends les salaires *réels*; autrement dit, que les salaires nominaux montent plus vite que le coût de la vie.

Nous l'avons montré par le raisonnement : la hausse des prix s'accompagnant en règle générale d'un accroissement de l'activité économique, il devient plus facile aux travailleurs de revendiquer et d'obtenir satisfaction en temps de hausse des prix puisque l'accroissement de la demande de produits fait alors que les patrons ont davantage besoin d'eux.

Et nous l'avons confirmé par des chiffres : à maintes reprises — et nous le faisons encore un peu plus loin — nous avons publié des statistiques se rapportant à différentes époques et à différents pays qui établissaient que les salaires y avaient monté plus vite que les prix.

Cependant, la démonstration contraire avait encore besoin d'être faite : à savoir, que lorsque les prix baissent, ou même simplement demeurent stables, ou même n'augmentent que légèrement, les salaires, les salaires réels baissent eux aussi et pour la raison inverse de celle qui les fait monter en période de hausse des prix : les prix cessant de monter, « les affaires » ralentissent et ce ne sont plus alors les patrons qui courent après les ouvriers, mais les ouvriers qui courent après les patrons, de sorte qu'il devient très difficile pour les travailleurs, de s'opposer victorieusement à une diminution de salaires. Eh bien ! c'est une démonstration qui commence à se faire aujourd'hui en France.

Au cours des douze derniers mois les prix n'ont certes pas été stabilisés, mais leur montée s'est ralentie, ils n'ont pas grimpé autant que les années précédentes, or ce ralentissement de la hausse des prix amène aujourd'hui un ralentissement de l'activité économique, qui déjà se traduit par une baisse non seulement du salaire hebdomadaire mais même du salaire horaire. Les ouvriers de Renault, de Peugeot et de Simca, par exemple, viennent de voir supprimer leurs heures supplémentaires, ce qui, étant donné la majoration des salaires payés durant les heures supplémentaires, fait baisser non seulement la paie globale que l'ouvrier rapporte chez lui, mais aussi le salaire moyen qui lui est payé pour une heure de travail.

Evidemment ! on peut estimer que c'est encore peu de chose, mais ce peu de chose est caractéristique. Si la stabilisation devient totale, et, plus encore, si elle fait place à une baisse des prix, alors, ce ne seront plus seulement les ouvriers de l'auto qui seront touchés, mais tous les ouvriers, et ce ne sera plus seulement le salaire horaire moyen, mais le salaire de base lui-même, que l'on diminuera.

D'ailleurs c'était là le but et le seul but poursuivi par MM. Giscard, Pompidou et consorts lorsqu'ils lancèrent leur campagne de « stabilisation ». Avec une franchise cynique ils avouèrent alors que ce qu'ils cherchaient par la stabilisation des prix n'était autre que la diminution des salaires. Il fallait diminuer, disaient-ils, la pression que le manque de main-d'œuvre, exerçait sur les patrons par un ralentissement de travail et leur faisait accepter d'augmenter les salaires. ralentissement qu'on obtiendrait en stabilisant la monnaie, c'est-à-dire en arrêtant la hausse des prix.

Aujourd'hui donc, ce but commence à être atteint. Pourra-t-on aller plus loin ? Nos maîtres entendront-ils réduire plus encore le standard de vie des travailleurs et accroître par voie de conséquence, la plus-value disponible pour les classes privilégiées et pour l'Etat ? Je ne sais.

Cela dépendra sans doute avant tout des craintes que ces messieurs auront d'une révolte ouvrière, toujours possible, bien qu'ils espèrent sans doute, que la « coexistence pacifique » avec M. Khrouchtchev entraînera également la coexistence pacifique avec leur propre prolétariat. Pour finir, précisons un point que nous n'avons peut-être pas jusqu'ici suffisamment mis en lumière.

Tout ce qui vient d'être dit s'applique uniquement aux salariés de l'industrie privée, et non aux fonctionnaires et aux ouvriers d'Etat, car les salaires de ceux-ci, eux sont indépendants des fluctuations de l'activité économique, du fait que la production peut marcher à plein ou au ralenti, cela ne rend ni plus facile ni plus difficile leur lutte revendicative contre leur patron, l'Etat. Leurs salaires réels ne sont donc pas influencés par la hausse ou la baisse des prix, ou, plus exactement, ils n'en sont influencés, que tardivement et indirectement. Ce n'est, que lorsque la hausse des salaires dans l'industrie privée, permet d'y gagner beaucoup plus qu'au service de l'Etat et qu'en conséquence l'Etat ne trouve plus que difficilement à recruter son personnel, que celui-ci se trouve contraint de prêter une oreille plus complaisante aux revendications de ses salariés.

LES MAMELUKS DU CONGO

Vraiment, la situation au Congo est plus que paradoxale. Tchombé qui était jusqu'à hier la bête noire des Américains est mis par eux à la tête du gouvernement de Léopoldville avec pour mission, lui sécessionniste d'hier, de faire aujourd'hui l'unité du Congo. On le pourvoit pour ce faire d'autant d'avions et autres armements qui lui sont nécessaires pour mettre les lances des « rebelles » à la raison. Hier, Tchombé était l'homme qu'il fallait à tout prix abattre; aujourd'hui, c'est le Sauveur !

Il y a mieux encore ! Pour battre les rebelles, qui ne paraissent pas manquer de courage, il faut non seulement des armes, mais des hommes capables de se servir de ces armes. Il faut des soldats, des soldats habiles et audacieux, plus habiles et plus audacieux que ceux qui constituent l'armée de Léopoldville.

Alors, où Tchombé va-t-il les chercher ?

En Afrique du Sud !

Chez les Blancs de l'Afrique du Sud, ces ennemis invétérés des Noirs, ceux-là même qui les parquent dans des réserves, leur interdisent tout contact humain avec les Blancs et les condamnent à la misère, à moins que ce ne soit au camp de concentration, ou, mieux encore, à la peine capitale. Ceux-là même qui sont ces auteurs de cet « apartheid » que non seulement l'Afrique et l'Asie mais même l'Europe ont solennellement condamné. Ceux-là même contre lesquels l'Afrique a décidé un boycott généralisé.

C'est pour être sûr qu'ils crucifieront sans pitié ceux de ses frères noirs qui ont commis le crime inexpiable de se révolter contre sa toute récente autorité, que Tchombé est allé embaucher des mercenaires chez les ennemis les plus irréductibles de sa race. Il peut être tranquille ; ceux-ci accomplissent leur tâche non seulement d'un cœur léger, mais avec une passion sadique.

Evénements incroyables, que personne n'aurait même osé imaginer jusqu'à hier et qui, aujourd'hui, sont.

Or, cette situation paradoxale provient du paradoxe même que constitue le Congo.

Je m'excuse de me répéter ici encore, mais il me semble qu'il le faut.

Le Congo n'est pas viable. Cet Etat artificiel, fondé il y a quatre-vingts ans uniquement pour les besoins de la politique européenne du moment (éviter le heurt entre la France et l'Angleterre) est beaucoup trop vaste et bien trop divers, pour pouvoir servir de cadre à une nation. C'est pourquoi, de tous les Etats africains qui ont accédé à l'indépendance, et dont tous les autres sont de dimensions bien plus faibles, seul le Congo a connu depuis le lendemain même de son indépendance et sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui, des soulèvements considérables, tantôt ici et tantôt là, qui n'ont d'équivalent nulle part ailleurs.

Etant donné ses dimensions, le Congo ne peut être maintenu comme Etat que par une force extérieure qui l'enferme pour ainsi dire dans une camisole de force. Avant-hier cette force était celle des Belges, hier celle de l'ONU ; aujourd'hui, elle commence à prendre le visage de ces mercenaires blancs, de ces mercenaires d'Afrique du Sud.

Je ne sais quel sera l'avenir des mercenaires. Devront-ils rapidement disparaître sous le poids de la réprobation universelle ? Ou bien, au contraire se maintiendront-ils et se renforceront-ils ? Dans ce dernier cas, l'avenir politique du Congo serait alors scellé pour une longue période. Il serait celui de l'Egypte du temps des mameluks.

Lorsque les sultans du Caire durent avoir recours, pour lutter contre les derniers Croisés, à des mercenaires étrangers, il ne se passa pas dix ans avant que ces « mameluks » ne se soient emparés du pouvoir et ne fassent régner l' « ordre », pendant près de trois siècles, sur cet amalagame de Grecs, de Coptes et d'Arabes qui constituait la population de l'Egypte.

Une différence importante cependant. Au Congo, les diverses « ethnies », (pour employer le mot à la mode) qui peuplent le pays occupent, contrairement à ce qui se passe en Egypte, des territoires distincts, ce qui permet la division du pays en plusieurs Etats, donc chacun peut correspondre plus ou moins à une ethnie.

Une telle division est la seule solution qui puisse permettre au Congo d'échapper à l'alternative de la guerre civile permanente ou de la camisole de force étrangère.

DES SALAIRES QUI MONTENT PLUS VITE QUE LES PRIX

D'après l'Institut de l'industrie allemande, le coût de la vie en Belgique durant ces cinq dernières années s'est accru de 9 % ; tandis que les salaires y augmentaient de 27 % ; en Suisse, pendant le même temps, le coût de la vie a augmenté de 13 % et les salaires de 16 % ; en Grande-Bretagne le coût de la vie s'est accru de 13 % et les salaires de 18 % ; en Allemagne enfin, le coût de la vie est monté de 14 % et les salaires de 52 % !

R LOUZON

ANNIVERSAIRE

Les manifestations publiques qui ont marqué l'anniversaire de la Libération de 1944 devaient, nous a-t-on assurés, rappeler les grandes heures d'union nationale d'alors. Peut-être, en effet, y a-t-il eu en août 1944 quelque chose qui ressemblait à l'union sacrée. Pourtant pour ceux d'entre nous qui n'ont pas oublié la défaite de juin 1940 le souvenir même des brèves heures d'euphorie de l'été 1944 garde l'âcre saveur d'une mystification. Il ne suffit pas encore aujourd'hui à faire passer le goût amer de quatre ans d'occupation et de Révolution Nationale. Juin 1940 et ce qui s'ensuivit ce fut, ne l'oublions pas, une divine surprise pour Maurras et sans doute aussi pour tous ceux qui, de près ou de loin, le suivaient. En effet, après l'effondrement lamentable des cadres de la nation qui semblait sonner le glas de la bourgeoisie française, le gouvernement de Vichy non seulement lui a sauvé la mise mais a restauré, étendu ses privilèges que nulle opposition politique ou sociale ne devait plus pouvoir contester pendant quatre ans, sinon les armes à la main.

Dans l'ensemble, à tous les échelons, tous ceux qui détenaient en France une parcelle du pouvoir politique ou du pouvoir économique firent bon ménage avec l'occupant. A tel point que l'été 1944 vit nos élites de Vichy, de Paris, d'Alger et de Londres fort peu rassurées. Mais cette fois elles avaient l'appui des armées anglo-américaines et, pour des raisons d'opportunité politique, elles se trouvaient bénéficier de la neutralité de la Russie soviétique qui entendait laisser les mains libres à ses alliés à l'Ouest pourvu que de son côté elle puisse assurer sa sécurité sur ses frontières européennes. Les salariés, qu'ils fussent fonctionnaires ou employés par le secteur privé, avaient senti peser sur eux pendant quatre années de misère tout le poids de leur condition de prolétaires soumis à la loi d'airain. Les classes dirigeantes et possédantes, qui se défendaient bien en pratiquant le troc, avaient assez peu souffert. Mais l'heure venue de leur demander des comptes un autre militaire, comme Pétain en 1940, se dressa entre le peuple, dont la lassitude l'emportait d'ailleurs sur la colère, et les « élites » indignes. Elles ne s'étaient d'ailleurs pas embarquées sans biscuit et chacun de nous a gardé le souvenir de ces grandes familles bourgeoises dont le chef collaborait **« sur un plan purement professionnel »** avec les Allemands, tandis que le fils aîné résistait à Londres et le cadet suivait Doriot, Déat ou Bucard, parfois jusque dans les rangs de l'armée allemande.

Nous sommes donc un certain nombre pour qui l'anniversaire de la Libération est avant tout celui d'une révolution manquée, le rappel de la solidité et de la pérennité des structures sociales en France. Petits salariés en 1939 se retrouvent petits salariés en 1964, quelles que soient les qualifications professionnelles acquises. Tandis que les bourgeois de 1939 ou leurs fils, qu'ils aient été vichyssois, gaullistes, collaborateurs ou attentistes se retrouvent, sans grand effort, aux postes de commande d'une nation dont la fière devise, Liberté, Egalité, Fraternité, sonne à bien des oreilles comme une dérision.

25 Août 1964

Pierre AUBERY

La lutte du prolétariat espagnol

Sous ce titre, nous avons passé, dans notre dernier numéro, une page d'informations. Des camarades nous demandent d'indiquer que ces informations venaient du Bulletin que le Comité exécutif du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) publie régulièrement.

Nous donnons bien volontiers cette précision.

Contribuables salariés défendez vous ! demandez le trop-perçu !

Nous avons ici, en son temps, dénoncé l'escroquerie fiscale gouvernementale stabilisant depuis dix ans le taux d'exonération à la base du salaire imposable, cela malgré les hausses incessantes du coût de la vie. Nous avons signalé entre autres qu'une loi avait été votée, en 1959, enjoignant au ministre des Finances d'ajuster désormais le relèvement de l'abattement à la base à celui du S.M.I.G. Ce que ce dernier avait négligé de faire.

Or, en annonçant le prochain débat parlementaire sur le projet de budget pour 1965, la presse nous apporte cette précision que c'est bien un certain article 15 de la loi nº 59-1472 du 28 décembre 1959 qui fait obligation au ministre des Finances de modifier le barême de l'impôt, c'est-à-dire de relever proportionnellement l'abattement à la base chaque fois que l'indice des prix enregistre une hausse de 5 %.

Et *l'Humanité* de spécifier que si cette mesure avait été respectée l'abattement à la base, maintenu à 240.000 AF, devrait s'élever à plus de 550.000 AF. Ce qui, certes, n'est pas exagéré.

Mais pourquoi *l'Huma,* après avoir constaté que par cette filouterie un nouveau contingent de contribuables viendra cracher au bassinet (plus de 7.000.000 en 1964 contre 6.360.000 en 1963), et lancé ses foudres contre le pouvoir spoliateur, se borne-t-elle à annoncer le dépôt, par le député communiste Lamps, d'une « *question orale avec débat* » demandant « *au ministre des Finances s'il n'a pas l'intention comme ce serait souhaitable... de réparer l'injustice dont sont victimes les salariés...* » ?

Ah ! qu'en termes prudents, mesurés ces choses-là sont dites. Et comme il y a loin de la retenue du parlementaire quémandeur à la virulence du rédacteur. Ne serait-ce pas que l'on ne se sent pas très bonne conscience de ce côté de l'opposition qui se veut d'extrême gauche et que l'on se reconnait secrètement quelque responsabilité dans le comportement d'un ministre que l'on a laissé si longtemps — et sciemment — dépouiller, chaque année un peu plus, les salariés en violant délibérément la loi qu'il était chargé d'appliquer ?

C'est là, en tout cas, la démonstration éclatante de la puissance dérisoire des hôtes à éclipse du Palais-Bourbon incapables d'obtenir l'application des lois qu'ils ont votées.

Et il faut bien convenir que cette fraude gouvernementale n'aurait pu s'accomplir sans la complicité du législateur violant lui aussi les promesses faites aux électeurs dont il briguait naguère les suffrages.

Que conclure de cet état de choses sinon que, devant les tricheries et les malversations des gouvernants, puis les dérobades des faiseurs de lois fuyant leurs responsabilités, le seul recours qui reste aux victimes de ces tripatouillages est, encore et toujours, de faire leurs affaires eux-mêmes.

Faire leurs affaires eux-mêmes, cela veut dire, en la circonstance, secouer l'apathie, coupable elle aussi, de leurs mandataires syndicaux en exigeant d'eux une attitude plus conforme à la défense de leurs intérêts.

La justice fiscale, c'est d'abord le rattrapage de l'abattement à la base dont le relèvement au niveau du S.M.I.G. supprimerait l'impôt sur les plus bas salaires et allégerait les autres fraudes d'imposition.

C'est ensuite l'application stricte de la loi sur l'échelle mobile dudit abattement.

C'est aussi la suppression de cette ignoble rapinerie : l'impôt sur l'impôt, par la déduction des sommes payées au fisc l'année précédente sur le salaire imposable.

C'est enfin la restitution, aux contribuables salariés, des sommes extorquées en vertu de la non-application de la loi.

Dans nos assemblées syndicales et sur les lieux de travail, il nous appartient de populariser ces revendications et d'enjoindre à notre tour à nos responsables de suppléer les défaillances du pouvoir en vue d'une action efficace pour en obtenir la réalisation en attendant de pouvoir faire cesser bientôt cette ignominie : l'impôt sur le nécessaire.

N. FAUCIER

Horizon social 80

M. Fourastié dont nous ont parlé Louzon et Lamizet, chacun à leur manière, a participé en juin 1964 à un colloque « sur la vie dans vingt ans », au château d'Olhain, dans le Pas-de-Calais.

Les différentes personnalités qui sont intervenues ont paru également ignorer, si j'en crois « le Monde », les problèmes des rapports sociaux de classes. On ne peut du moins les accuser d'avoir fait preuve d'un optimisme de commande. Ce n'est ni l'âge d'or, ni la civilisation des loisirs qui paraît se dessiner à l'horizon, même si on reporte cet horizon à 1985. Nous aurions plutôt devant nous la perspective d'une paupérisation d'autant plus réelle qu'elle doit aller en s'amplifiant.

« *L'expansion n'entraînera pas une diminution de la peine des hommes. On ne retrouvera pas la semaine de quarante heures. La pression fiscale devra croître .Le plein régime des retraites ne sera pas encore atteint. L'homme supportera de plus en plus mal l'expansion technique. Le stop est déjà donné à la longévité. Si pour un quinquagénaire, l'espérance de survie est seulement de 4 % supérieure à celle de l'homme de cinquante ans à la Belle Epoque, pour un septuagénaire, elle est déjà deux fois moindre que sous Napoléon.*

« *Les loisirs eux-mêmes devront être organisés par l'Etat. Les catégories sociales et spécialisations pyramidales iront en se multipliant .La déperdition nerveuse, la nouvelle unité de mesure de la peine des hommes, aboutira à une floraison de déséquilibres physiques et psychiques et de maladies dégénératives. De la longévité nous passerons à la surmortalité. Les besoins de l'Education Nationale ne seront pas satisfaits en* 1985, *même si l'on ne considère que ceux prévus pour* 1975. » La conclusion a été celle de M. Pierre Laroque qui a confessé l'effroi qu'il éprouvait devant *la plupart des perspectives de l'horizon 80...* car « *les besoins de confort et de loisirs de la population imposeront une expansion continue* » car « *nous sommes condamnés au travail et au progrès* ». Tout cela, bien sûr, ne se conçoit que dans une évolution capitaliste sans secousse et dans une stabilité relative du contexte international et de l'économie mondiale. C'est-à-dire dans le meilleur des cas. C'est-à-dire aussi que, même dans le meilleur des cas, nous qui n'ignorons pas, ou ne devrions pas ignorer les rapports de classes, nous devons être payés pour savoir quelles seront les classes qui, dans ces formules assez contradictoires, bénéficieront forcément le plus des noirceurs décrites et seront le plus inexorablement « *condamnées au travail.* Travail, bien entendu, dans ces conditions aggravées qui sont les aspects tangibles et actuels de la paupérisation prolétarienne sous sa forme moderne. Lesquelles, d'autre part, de ces classes sociales, se défendront le mieux *par le confort, le loisir,* et la jouissance des moyens fournis par *le progrès* ». Que les différenciations de classes dissimulées par la standardisation des mœurs redeviennent beaucoup plus évidentes et que de nouveaux développements de la lutte de classes soient par conséquent probables dans de telles perspectives, on voit mal, qui, chez nous du moins, pourrait en douter. En tout cas la lutte et la préparation de la lutte sont les seuls espoirs de ceux que menace la paupérisation réelle. Les militants syndicalistes peuvent peser l'alternative : d'un côté ce que rappelait Robert Louzon, en relevant la banderole traditionnelle : « A bas le profit », de l'autre, l'amélioration progressive du sort des travailleurs grâce aux mirages de l'expansion technique, dont les économistes du château d'Olthain eux-mêmes, nous enlèvent l'illusion.

Jean DUPERRAY

LA FAILLITE de L'ETATISME SOVIETIQUE

On n'oublie pas la classification d'impassibles logiciens. A l'Ouest, la liberté sans le socialisme. A l'Est le socialisme sans la liberté.

Et d'éminents intellectuels, sans aller aussi loin, concluaient « objectivement » leurs études savantes par la consécration des succès étourdissants de l'URSS que son dynamisme industriel porterait à atteindre rapidement tous les niveaux des USA, déjà atteints et même dépassés dans certains domaines.

Hélas ! La civilisation du Spoutnik se révèle, d'après les aveux de ses plus éminents représentants, singulièrement défaillante. On donne de nombreux exemples de déficiences chroniques, de gaspillages énormes, de fraudes légalisées.

On trouve dans les lettres publiées par la presse soviétique des informations invraisemblables. Lorsque la production ne répond pas aux normes établies, il faut la détruire.

Ainsi la fabrique de Bousoqlobesk fabriquait des bas et chaussettes qui ne correspondaient pas aux normes. Comme il y a une demande énorme, le directeur voulut vendre les stocks accumulés à prix réduit. Mais l'impôt sur le chiffre d'affaires perçu sur le prix de vente légal fixé par le « plan » augmentait le prix de revient devenu ainsi supérieur au prix de vente. Le directeur offrit ces chaussettes à prix réduit à son personnel, qui se les arracha. Résultat : le directeur fut révoqué. Son successeur plus malin fait couper les bas et chaussettes afin de les rendre inutilisables et les fait jeter au rebut.

L'usine de Minsk livre vingt-quatre machines-transfert, pour 2 millions de roubles à une usine de construction de machines. Toutes les chaînes automatiques fournies sont défectueuses. Cependant, la production ayant atteint les normes du plan, avec une certaine avance, des primes ont été versées à l'usine qualifiée d'entreprise d'avant-garde.

Des générateurs défectueux sont retournés à l'usine électrique d'Ordjonikidzé. Le matériel défectueux réparé est renvoyé aux clients. L'usine doit payer de grosses amendes pour ces malfaçons, mais le directeur ayant inclus les réparations dans sa production et dépassé ainsi les normes du plan, reçoit des primes dont le montant dépasse sensiblement celui des pénalités.

Ces quelques faits choisis au hasard prouvent la faillite du planisme et de l'étatisme.

Aussi cherche-t-on un nouveau mode de gestion de l'économie. La question a été posée dans la *Pravda* du 17-8-1964, par l'académicien Vadim Trapeznikov, directeur de l'Institut d'automation et de télémécanique.

Cet éminent personnage officiel propose tout simplement d'en revenir à la notion capitaliste du profit calculé exactement comme il peut l'être dans le régime abhorré. Il est vrai que l'auteur prudemment déclare que « si la forme est effectivement la même, le fond est différent ». Bien sûr ! « Chez nous, ajoute-t-il, l'intérêt du capital est une forme d'action économique, accélérant le roulement des fonds. » Jusqu'à présent, nous pensions que c'était là la définition marxiste du profit et l'explication de l'accumulation capitaliste. L'augmentation du taux du profit déterminant les mouvement des capitaux.

Mais si « les faits sont entêtés »... les slogans sont toujours ingénieux.

LE GRAND SCHISME

La crise du communisme international attire surtout l'attention sur le caractère spectaculaire du conflit sino-soviétique qui n'est évidemment pas une simple compétition entre deux clans rivaux mais qui perd de plus en plus son aspect idéologique. La question des frontières posée par les deux partis ne semble guère différente des antagonismes classiques entre impérialismes. Moscou use pour rejeter les prétentions historiques des Chinois sur les territoires asiatiques contestés, d'arguments qui ne diffèrent guère des affirmations colonialistes. Mais les archéologues soviétiques viennent de découvrir que les ancêtres des tribus sibériennes orientales ne devaient rien aux Chinois — qu'ils avaient même attaqué et vaincu les fiers et insolents dirigeants de la Chine et conquis la moitié de l'Empire chinois. Voilà des savants qui ont le sens de l'opportunité politique. Khrouchtchev peut donc revendiquer la moitié de l'Empire de Mao-Tsé-Toung !

Il est quelque peu amusant de lire dans les déclarations soviétiques la reconnaissance du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. L'indépendance de la Mongolie extérieure semble aussi bien assurée que celle de l'Allemagne soviétique, de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie... C'est-à-dire que son gouvernement a le droit d'obéir à Moscou et le peuple a le droit d'obéir à son gouvernement.

Il y a trente-sept ans, Louzon, dans la *R.P.*, à propos de l'annexion du territoire chinois traversé par le chemin de fer sibérien, accusait déjà Staline de chausser les bottes du tsar...

Maintenant, c'est le gouvernement de la Chine populaire qui établit des cartes de l'Asie où la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam... sont tout simplement annexés à la Chine...

Les deux impérialismes peuvent évidemment justifier leurs conquêtes ou leurs prétentions par l'idéal socialiste ou communiste... comme d'autres dans le passé justifiaient leur colonialisme par l'intérêt de la civilisation.

Certains se demandent si ce conflit aboutira au schisme dans l'Eglise communiste, à la scission dans l'Internationale communiste.

Certes, il y a longtemps que l'Internationale communiste n'existe plus. Mais la dissolution organique ordonnée par Staline pendant la dernière guerre n'a supprimé que les accessoires d'une mise en scène à grand spectacle. Moscou jusqu'en ces derniers temps dirigeait les partis dits communistes avec autant de rigueur qu'avant la suppression du Komintern.

Est-ce difficile aujourd'hui ?

On a donné une large publicité au testament de Togliatti. Il est vrai qu'on y trouve des aveux beaucoup plus significatifs que les suggestions de cet ancien agent stalinien, au passé lourd. Il est également vrai que le leader défunt exprima des idées qui paraîtraient banales sous une autre plume et qui, là, résonnent avec une audace insolite. Que Togliatti, au bord du tombeau, ait osé critiquer le projet de Khrouchtchev de conférence communiste mondiale, cela semble inouï. Mais quelle raison donne-t-il de sa démarche posthume ? Le respect de l'autonomie des partis nationaux, afin de tenir compte des situations particulières. Ce qui veut dire qu'un rassemblement communiste international n'aura pas comme but un débat sur les thèses en présence, mais aura certainement comme effet d'imposer à tous les partis les consignes du centre.

On ne saurait mieux confirmer ce que nous ne cessons pas d'affirmer ici depuis près de quarante ans.

R. H.

A la veille des élections en Grande-Bretagne

Ombres de l'Avenir et Ombres du Passé

Le fait que la majorité des Français se satisfasse d'une démocratie de parade où tout est réglé selon les caprices du prince bien-aimé ne devrait pas nous faire oublier que certains peuples ne sont pas, comme le nôtre, retombés en enfance. Il y aura, en octobre, des élections générales en Grande-Bretagne ; le jeu des partis n'y représente sans doute pas la démocratie politique parfaite ; mais pour nous, cela paraît une sorte de paradis et nous intéresser à ces libres débats est un bon moyen de réapprendre ce que devraient être des débats politiques.

Un article de R.H.S. CROSSMAN, « Scientists in Whitehall » (des scientifiques au Parlement), dans l'excellente revue **ENCOUNTER** (l'équivalent de **Preuves** en anglais et, me semble-t-il, en mieux) de juillet 1964, a été suivi d'un commentaire fort pertinent de **Economist** (du 11/7/64). Essayons de résumer.

Crossman est le ministre de la science dans le « shadow » cabinet travailliste. Il est donc le candidat connu et reconnu à ce poste dans l'éventuel cabinet travailliste qui remplacerait le gouvernement de Lord Home en cas de victoire du Labour aux prochaines élections. Crossman n'est pas un scientifique, il le reconnaît volontiers ; il a acquis une réputation justifiée dans les milieux de la gauche travailliste par son talent d'écrivain et de polémiste, plus habile d'ailleurs à exposer les thèses en vue des conciliations indispensables que dans la perspective des éclatantes et désastreuses ruptures.

Les élections générales de 59 ont vu la troisième défaite du Labour en même temps que la profonde division du parti. D'un côté Crossman et ses amis se considéraient comme les vrais fidèles du socialisme le plus orthodoxe. De l'autre, les révisionnistes qui étaient majoritaires, pensaient retrouver la faveur de l'électorat et garder autant d'efficacité dans les réformes pratiques en lâchant du lest quant à la doctrine. Débat qui semblait sans issue, surtout si le parti restait perpétuellement dans l'opposition.

Pour Crossman, ce proche passé est devenu une très vieille histoire dépourvue désormais d'intérêt. En 64, l'unité du parti est reconstituée ; sa victoire électorale est probable. Pourquoi ? Comment ce changement profond et rapide a-t-il pu se produire ? Cela tient à un fait qui devrait paraître évident à tout le monde : le gouvernement conservateur a vécu ses belles années en affirmant sa confiance en la « société opulente » (affluent society) ; rien ne pouvait arrêter le progrès économique et la hausse du niveau de vie de tous était continue. Et puis, il a fallu déchanter ; les Conservateurs eux-mêmes ont réclamé une certaine planification (je signale en passant que les esprits libéraux comme les rédacteurs de **Economist** ont exprimé à ce sujet beaucoup d'estime pour la planification « à la française »). Deux facteurs ont joué un rôle essentiel : 1°) la rapidité insoupçonnée de l'évolution technique ; 2°) une extraordinaire poussée de l'expansion urbaine. Dans un cas comme dans l'autre, ce double courant historique (il ne limite pas ses effets à la Grande-Bretagne ; il caractérise notre temps) s'est heurté au poids des habitudes. Crossman souligne pertinemment que les résistances aux réformes se sont manifestées aussi bien chez les parlementaires de gauche que de droite, aussi bien parmi les professeurs de mathématiques que de linguistique, aussi bien parmi les architectes traditionnels que parmi les urbanistes de la nouvelle vague...

Comment s'est donc refaite l'unité du Labour ? « Harold Wilson a réussi, écrit Crossman, là où Gaitskell avait échoué parce qu'il n'a pas proposé un substitut au vieux socialisme. Au lieu de cela, il a présenté une réaffirmation de ses arguments moraux et politiques traditionnels en termes ultra-modernes. »

L'argument moral, c'est que la misère persistante de 30 % de la population est un fait moralement aussi insupportable que l'était, hier, la misère de 70 % de la population. L'argument politique, c'est que la démocratie exige toujours le contrôle du pouvoir réel, le pouvoir économique. Quant aux termes ultra-modernes, ils sont relatifs au rôle nouveau, élargi que les conseillers scientifiques doivent être appelés à jouer dans tous les organismes de décision, conseils de gouvernement ou conseils d'entreprises. Depuis le congrès de l'automne 1963, le Labour a misé son avenir sur la science ; en 1964, déclare Crossman, la Grande-Bretagne aura le premier gouvernement à base scientifique !

J'essaye, pour l'instant, de résumer la pensée de Crossman ; je ne la discute pas. Lui-même d'ailleurs la nuance. Il ne s'agit nullement de s'en remettre aveuglement aux technocrates. Il faut prendre conscience du rôle capital de la science dans la plupart des grandes décisions qu'un gouvernement ou une entreprise doit prendre. Le plus souvent les responsables n'ont pas la culture scientifique suffisante pour discuter réellement les avis donnés par les spécialistes qu'ils consultent ; ceux-ci bien qu'ils n'aient aucune responsabilité politique ou gestionnaire, prennent les décisions **sans contrôle** : là réside le danger technocratique. On peut y parer en faisant circuler aux divers postes administrateurs et techniciens, en attendant qu'une formation générale adaptée aux conditions de notre temps soit donnée à la jeunesse (l'importance politique de la réforme permanente de l'enseignement apparaît à tous les peuples qui conçoivent leur avenir autrement qu'en commémorations d'un passé soi-disant glorieux). Crossman voit, à côté de chaque ministre, une équipe dans laquelle se conjugueront les talents divers d'administrateurs professionnels, de spécialistes des sciences humaines, de statisticiens, de physiciens, de biologistes, de techniciens.

Pour **Economist** (article cité), ces projets ne permettent pas de résoudre ce qu'il appelle « l'énigme d'octobre ». Il lui paraît douteux que les électeurs se passionnent pour ces termes ultra-modernes du socialisme par des équipes de spécialistes. Il y a plus à parier que l'on votera pour Wilson simplement pour changer de gouvernement (à nous Français, cela pourrait paraître déjà un bel objectif...). Or, voilà plusieurs législatures qui ont donné le pouvoir aux Conservateurs ; même si l'on est un peu lassé de les y voir, un sentiment très répandu est qu'ils sont bien un parti de gouvernement. Supposons donc, ce qui est probable, que, cette fois, le Labour gagne. Toute la question est de savoir si Wilson tiendra le coup. On ne peut en être certain, d'autant que sa désignation comme leader travailliste est surtout due à deux disparitions, celle de Bevan, celle de Gaitskell. Cependant, pour l'avenir du parti travailliste, il est indispensable que le ministère Wilson réussisse ; dans le cas contraire, le Labour aurait fait la preuve qu'il n'est qu'un parti d'opposition, un parti de rechange et son déclin serait à l'image de celui du parti libéral.

Ce débat Crossman-«Economist» m'a paru intéressant. Il s'agit, bien entendu, de la Grande-Bretagne. Mais le fond du problème, si j'ose dire, n'a rien de spécifiquement britannique. La méfiance à l'égard de la technocratie est une constante du mouvement ouvrier français. Je crois cette méfiance justifiée et l'expérience acquise avec les années de la manière dont sont formés les spécialistes en France ne peut que renforcer ce sentiment. Cependant, qu'il s'agisse des décisions vitales prises par Churchill en 1940 pour orienter l'industrie britannique, en pleine ignorance des données scientifiques, des décisions peut-être aussi importantes que devrait prendre un mouvement révolutionnaire s'il voulait enfin balayer toutes les traditions qui nous

étouffent, il vaudra mieux, demain plus encore qu'aujourd'hui, comprendre l'analyse combinatoire ou la chimie nucléaire que certaines subtilités, pourtant ravissantes, de Cicéron ou de Sophocle.

D'autre part, cette évolution rapide des sciences et des techniques correspond à une évolution de la pensée aussi bien qu'aux changements plus facilement perçus du mode de vie. Allons-nous rester impassibles devant les conséquences de cet ouragan ? Se contenter de récriminer contre la baisse d'enthousiasme dans les réunions syndicales, le succès croissant du tiercé et de la musique yé-yé est insuffisant. La technique a mis entre les mains du pouvoir de fait des instruments d'une efficacité considérable (si considérable qu'on peut, à côté, laisser une liberté de presse relativement large : on sait bien que cette presse ne sera pas lue). Les moyens réellement efficaces de diffusion de la pensée, radio, télévision et livres de poche sont, pour la plus grande part, aux mains de ce pouvoir sans contrôle. Notre premier objectif devrait être de pénétrer dans la citadelle, nous y maintenir et commencer peu à peu à en faire le merveilleux outil de libération humaine qu'ils devront être.

Alors, oui, la science (son esprit libre et ses merveilleuses découvertes) jouera pleinement son rôle. Et, pour en revenir à l'origine de ces remarques, espérons que le gouvernement Wilson donnera un exemple de ce qui pourrait être tenté dans cette voie.

Gilbert WALUSINSKI

La politique tunisienne à l'égard des Français

En lisant le papier de Rimbert sur la Tunisie paru dans la « R.P. » en avril dernier, j'ai eu l'impression nette que son enquête était superficielle. Je ne m'arrête pas à la définition du mot « *nationalisme* » qui revient souvent sous sa plume, le nationalisme de Barrès et de Bourguiba sont deux choses différentes. Louzon l'a souvent expliqué dans la « R.P. ».

Le gouvernement tunisien, dit Rimbert, n'a rien fait pour retenir les travailleurs français. Ce qui est certain c'est qu'il n'a rien fait pour les renvoyer. La carte de travailleur qu'il a imposée aux ouvriers étrangers est admise dans tous les pays du monde. Ce n'était pas un objet de discrimination. Certains travailleurs sont partis pour suivre leurs patrons ; d'autres pour ne pas être commandés par des Tunisiens, c'est le cas de nombreux instituteurs.

La tunisification des administrations était une chose nécessaire. Il était difficile en 1956 de distinguer parmi les Français ceux qui étaient réellement favorables à l'indépendance de la Tunisie et à son nouveau régime et les saboteurs plus ou moins manœuvrés par la « Main Rouge », notre OAS.

Rendant visite à M. Abdelhamid Aïssa, ingénieur agricole, qui venait d'être nommé au Commissariat de la Basse-Medjerda, pour une question personnelle relevant de son administration, je le trouvais dans un bureau nu. Manifestant mon étonnement à ce sujet, il se leva, ouvrit une grande armoire absolument vide et me dit : les copains ont tout emporté. Les dossiers qu'ils ont laissés sont vides de substance et il ajouta : « de belles étiquettes sur des bouteilles vides ». ce qui n'est pas étonnant. Tout le monde sait ce qui s'est passé par la suite en Algérie.

Lorsque le gouvernement tunisien a nationalisé la Compagnie du Gaz, Eau et Electricité, tous les ouvriers et employés français ont quitté les lieux en manifestant. Ils se sont solidarisés avec les actionnaire (de Tunisie, de France et d'ailleurs), mais l'infirmière, Mlle Jeune, restée à son poste, n'a pas été licenciée. Aujourd'hui, elle est devenue monitrice à l'école d'infirmières, et c'est une autre infirmière française qui la remplace. Cette dernière dirige le dispensaire, elle a sous ses ordres une infirmière, un infirmier radiologiste et une assistante sociale, tous tunisiens... parce qu'elle possède un diplôme français supérieur au diplôme tunisien de formation accélérée.

M. Boulogne, professeur de culture physique à l'Ecole Normale d'Instituteurs, a été élevé, il y a un an, au grade d'inspecteur ; sa femme, directrice de l'école de jeunes filles de la rue Kaâdine (vieille bâtisse), a émigré à l'Ecole de jeunes filles musulmanes du boulevard Béchir Sfar, de construction récente, et avec les mêmes attributions.

En 1958 ou 1959, le gouvernement tunisien a créé à Menzel Bourguiba (ex-Ferryville), une école pratique de mécanique, et il a fait appel aux vieux ouvriers retraités de l'arsenal comme enseignants.

Si les techniciens et ouvriers spécialisés français ont préféré regagner la métropole avant ou après l'agression de Bizerte, c'était leur droit, tout comme les ouvriers et les employés de la compagnie du Gaz de Tunis, et les pilotes du canal de Suez, au lendemain de la nationalisation de ce canal. Le trafic n'en a pas été pour cela interrompu sur la mer Rouge, et Tunis n'a manqué ni de gaz, ni d'électricité un seul instant. Bien entendu, ni Sa Majesté la Reine d'Angleterre, ni les actionnaires de la Compagnie du Gaz n'en ont été appauvris.

Il est regrettable que beaucoup de techniciens et d'ouvriers français aient quitté la Tunisie. Ce qui est certain, c'est que le nationalisme tunisien n'y a été pour rien.

L'arabisation de l'enseignement en Tunisie ne devrait pas étonner Rimbert. En apprenant la langue arabe, les petits Français de Tunisie apprendront une langue étrangère qu'ils auraient dû apprendre dès l'enfance, et que leurs pères auraient dû apprendre également dès leur installation dans le pays. Connaitre une langue étrangère n'a jamais complexé personne, bien au contraire ! Le dialecte tunisien lui-même, à part quelques vocables, n'est que la langue arabe, sans application de la grammaire. On enseigne aujourd'hui dans cette langue toutes les mathématiques, la médecine et autres sciences. Il s'agit d'une langue extrêmement riche ; plus riche et plus moderne que l'hébreu, devenu aujourd'hui l'un des véhicules de la science. D'ailleurs, le français est enseigné dans toutes les écoles de la République, y compris *les écoles primaires des campagnes*. Et M. Messadi, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale — agrégé de Sorbonne — y attache beaucoup d'importance.

D'ailleurs, en ma qualité de médecin, de vieux militant et d'ancien professeur d'hygiène — (en arabe) — à la Grande Mosquée et à l'Ecole Normale, j'affirme que je ne connais personne qui sous-estime la connaissance de la langue française. Celle-ci est aujourd'hui, vu le nombre des écoles, plus répandue qu'elle n'a jamais été. Par contre, l'Université de la Grande Mosquée (14.000 élèves avant l'indépendance) a fermé ses portes, et l'enseignement du Coran dans les « Koutteb » agonise.

L'affaire des chauffeurs de taxis est différente. Des capitalistes ont créé en 1952 une société de taxis, de petite cylindrée, trois places, auxquels ils ont donné le nom de BB Taxi, et ils se sont fait délivrer moyennant finances, un paquet de licences. D'autres ont suivi l'exemple. Il n'existait à Tunis que deux dizaines de grands taxis et un grand nombre de fiacres à chevaux.

Au lendemain de l'indépendance, la municipalité a retiré toutes les licences. Elle en remit un paquet au syndicat des chauffeurs professionnels de l'UGTT, qui ont créé une coopérative. Elle a troqué les permis de fiacres contre les licences de taxis, remis un certain nombre de licences aux chauffeurs professionnels pouvant acheter leur propre voiture, distribué quelques licences à des veuves et mutilés de la résistance, et distribué probablement quelques autres à des privilégiés.

Plus intéressant est le problème des licences de camions. Celles-ci se payaient avant l'indépendance jusqu'à cinquante mille francs la tonne. Le gouvernement de la République a repris toutes ces licences sans exception aucune sauf celles des industriels et des cultivateurs. Il en a remis un gros paquet au syndicat des arabatiers, et supprimé les arabats, comme il a supprimé les fiacres. Arabatiers et chauffeurs de poids lourds ont créé des coopératives de transport régional qu'on est en train d'intégrer de plus en plus dans la Société Nationale des Chemins de Fer Tunisiens.

***

Quant à la nationalisation des terres de colons et de tous les étrangers en général (Algériens, Français, Suisses, Italiens, Anglais, etc.), tout ce que je peux dire, c'est que le gouvernement a tardé beaucoup pour le faire.

Ceux qui exploitent effectivement les terres, ce ne son tpas les gros bourgeois tunisiens qui labourent au café de Paris, comme on dit ici, et dont le sort devra suivre certainement celui des colons français, ni ces étrangers, comme le baron d'Erlanger, banquier de son état, qui dirige de Londres 12.000 ha de terres, 120.000 pieds d'oliviers, 100.000 pieds d'amandiers et pêchers... mais les paysans tunisiens.

Un fait est certain : il ne perdra rien, cette année, de la récolte du blé et du vin. Et si Monsieur de Gaulle ne nous achète pas notre « blé de force », blé dur de haute valeur boulan- y étaient intéressés, nous ne lui achèterons pas ses automobiles, ses camions, ses soutien-gorge, ses parfums et autres bricoles. Et cela sans parler de la concurrence entre Etats, dont les chargés d'affaires se bousculent dans les couloirs des ministères.

Et finalement, l'ouvrier tunisien mangera son « blé de force », blé dur de haute valeur boulangère, au lieu et place de la farine américaine, souvent avariée.

***

Que pour cette réplique, Rimbert, surtout ne me prenne pas pour un tuniféraire. Je ne dépends pas de Mécène.

Deux aimables bourgeois se sont présentés chez moi un matin de 1963. Ils ont empoché mon passeport et celui de ma femme... et le reste.

Evidemment, tout n'est pas pour le mieux en Tunisie. Mais tel n'est pas l'objet de la controverse.

Pour en finir, je regrette que Rimbert n'ait pas pris contact avec les amis tunisiens de la *R.P.* Je souhaite que lors de son prochain passage parmi nous, il se penche sur les grands problèmes qui intéressent sûrement les ouvriers français, tels que l'évolution des institutions, l'orientation du syndicalisme et le socialisme destourien.

Dr Ahmed BEN MILAD

De la trahison de 1939... à la résistance... antidatée

Le chancelier Erhard a déclaré publiquement, le 1er septembre 1964 avec un certain courage : « *qu'Hitler était le principal responsable de la guerre de 1939-1945* ». Il a ajouté que « *d'autres gouvernements avaient encouragé le Fuhrer jusqu'en 1941* ».

Tout le monde a compris qu'en dénonçant les « autres gouvernements qui avaient encouragé le Fuhrer jusqu'en 1941 », c'est au pacte Hitler-Staline qu'il faisait allusion, à ce pacte, négocié secrètement, derrière le dos des diplomates français et anglais, et signé le 25 août 1939, qui laissait les mains libres à Hitler pour attaquer la Pologne, ce qu'il fit quelques jours après.

Tout le monde a compris... sauf M. André Wurmser qui n'a pas voulu comprendre et qui fait l'âne en interprétant les propos du chancelier Erhard comme « un hommage implicite aux communistes... seuls anti-munichois » !

Pour lui, la guerre n'est pas sortie du pacte criminel passé entre le dictateur nazi et le chef de l'Etat soi-disant socialiste. La guerre est venue des accords de Munich, passés un an plus tôt.

Cette inculpation des munichois se retrouve dans l'*Exposition de la Bourse du Travail sur la Résistance*, ouverte au public jusqu'au 12 septembre dernier.

Nous avons exposé notre opinion sur Munich, sur l'accord Daladier-Chamberlain-Hitler-Mussolini signé le 30 septembre 1938, qui décida le rattachement à l'Allemagne du territoire des Sudètes inclus jusque-là dans la Tchécoslovaquie. Nous ne rouvrons pas le débat. Bien avant Hitler, le droit des Allemands des Sudètes à disposer d'eux-mêmes, avait été formulé par des pacifistes européens. En 1945, Staline résolut le problème en rendant le territoire à la Tchécoslovaquie, après en avoir chassé toute la population allemande, dans des conditions inhumaines et même tragiques.

On peut discuter de la portée et des conséquences de Munich. Que la guerre ait éclaté un an après, on peut dire que c'est *malgré* Munich ou à *cause* de Munich. *Le débat restera longtemps ouvert. Mais le pacte Hitler-Staline d'août 1939 a conditionné et déterminé l'agression hitlérienne contre la Pologne comme l'approvisionnement des armées allemandes par les fournitures soviétiques, le sabotage de la défense nationale par les communistes français.* En fixant à 1941 le terme de cette connivence avec Hitler, le chancelier Ehrard n'a permis aucune équivoque.

Ce que dit M. André Wurmser ne surprend personne et ne tire guère à conséquence...

Mais la manifestation de propagande post-stalinienne organisée sous le signe de la Résistance, dans la Bourse du Travail, *immeuble de la Ville de Paris mis à la disposition de tous les syndicats*, mérite d'être dénoncée comme une scandaleuse provocation.

Le Parti communiste outrage la plus élémentaire vérité historique en se présentant comme organisme prioritaire dans la Résistance. Bien entendu l'exposition utilise la falsification — aujourd'hui établie — de l'appel publié dans « l'Humanité » clandestine du 13 juillet 1940 qui, lorsqu'il fut écrit, ne contenait aucune phrase contre l'occupant nazi.

C'est déjà trop d'une telle impudence affichée à la Bourse du Travail. Mais il y a pire : le « Monde » du 10 septembre 1964 publie un compte rendu de l'Exposition sous ce titre : *L'Exposition sur la Résistance est axée sur le danger allemand.* Non seulement on y produit cette affirmation ahurissante de stupidité : « *que si Von Choltitz, commandant du Gross Paris n'a pas rasé Paris, comme il en avait reçu l'ordre, c'est grâce à la résistance de la classe ouvrière...* » Mais on oppose l'Allemagne de l'Est qui travaille à l'Allemagne fédérale soumise au démon du militarisme. Faut-il rappeler *que la militarisation complète de l'Allemagne soviétisée a précédé les premiers projets (encore à peine conçus) de création d'une armée à Bonn — et que la loi militaire en Allemagne fédérale consacre l'objection de conscience, le droit à la désobéissance, et institue le contrôle parlementaire direct sur les cadres militaires* (cas unique dans le monde).

Au reste, l'affichage d'une *dépêche de Guillaume 1er, du 5 janvier 1871*, sur le bombardement de Paris, confirme qu'il s'agit bien exclusivement de rafimer la germanophobie des chauvins français.

Nous ne pouvons ici que poser la question au régisseur de la Bourse du Travail, fonctionnaire de la Préfecture, donc agent du gouvernement, aux délégués des syndicats F.O. et du syndicat des Instituteurs à la Commission administrative de la Bourse.

Avez-vous connu le programme de cette scandaleuse exposition ? Si oui, qu'avez-vous fait pour dégager votre responsabilité ? Sinon, qu'attendez-vous pour protester publiquement ?

R. H.

LETTRE DU MEXIQUE

Le mouvement syndical entre les clans du parti officiel

Quand, en 1915, l'organisation ouvrière mexicaine, « La Casa del Obrero Mundial », accepte, sous des conditions générales et vagues, d'organiser des bataillons de travailleurs pour soutenir la lutte des « constitutionalistes » de Venusiano Carranza, elle fixe son destin pour longtemps. C'est la grande époque de la révolution mexicaine, celle de la lutte pour la terre, celle du combat contre les interventions étrangères, celle de la liquidation des pouvoirs des vieilles familles privilégiées d'origine espagnole, celle de l'irruption des métis et des Indiens dans la vie publique. Zapata dans le Sud, Villa dans le Nord, Carranza à partir des villes de l'Atlantique, mènent une guerre sans merci contre ce qui reste du vieux régime. Les deux premiers sont des produits de la terre et de ses problèmes. Le troisième est un homme du pouvoir politique. Ricardo Flores Magin, qui aurait pu offrir une vision globale de cette révolution qui se faisait par morceaux et suivant des objectifs divergents, est déjà hors de combat, emprisonné aux Etats-Unis.

De tradition libertaire, « La Casa del Obrero Mundial » se met à la disposition de Carranza, et les bataillons rouges s'en vont participer à la défense des centres urbains, en même temps que les militants, partout où pénètrent les troupes révolutionnaires, organisent des syndicats et impriment des journaux. L'esprit d'union l'a emporté sur l'égoïsme de classe.

Quelques mois plus tard, alors que l'inflation et la planche à billets placent les salariés dans une situation de misère insoutenable, les syndicats de Mexico partent en grève pour obtenir le paiement des salaires en monnaie-or. Carranza décrète alors la peine de mort contre les meneurs, brise le mouvement par la force, ferme les locaux syndicaux. Pourtant, avant même que l'année 1916 se termine, le but poursuivi par les ouvriers est atteint : la paie s'effectue en monnaie « forte ». Mais les emprisonnés ne seront libérés qu'en 1918.

Carranza était un révolutionnaire authentique. Les mesures qu'il prit contre les usuriers, les prêteurs sur gages, les trafiquants d'alcool, les dignitaires d'Eglise, témoignent de sa volonté de transformation. Il s'agissait d'une révolution jacobine, ouvrant les portes à une bourgeoisie possible, offrant des perspectives à une classe politique nouvelle. Côté syndical, le caractère minoritaire et localisé de l'industrie interdisait une lutte franche pour la totale restructuration de la société sur la base des organisations ouvrières, bien que l'alliance avec les paysans sans terre eût présenté une issue.

Depuis lors, et malgré l'extension progressive des activités industrielles et le développement des villes, le mouvement syndical mexicain a conservé un rôle marginal, sans politique propre, utilisé, manipulé, contrôlé par la machine présidentielle. Son histoire est intimement mêlée à celle des partis politiques, ses avatars correspondent aux luttes menées entre clans du parti officiel — le Parti Révolutionnaire Institutionnel — et groupements périphériques. La pression constante, sans cesse renouvelée, des travailleurs sur les bureaucraties syndicales intimement liées aux administrations partisanes, fournit à l'arbitrage présidentiel d'excellentes occasions d'intervenir, de redistribuer les fonctions, de susciter des scissions ou des regroupements.

Après la C.G.T. et la C.R.O.M., centrales qui ont aujourd'hui perdu leurs effectifs, la C.T.M. joue le rôle de confédération la plus puissante, mais elle est flanquée de la C.N.T. et de la C.R.O.C. (1), lesquelles, nées de secteurs mécontents ont été neutralisées rapidement par l'appareil dirigeant, où convergent les « élites » politiques, administratives et d'Etat. Par ailleurs, cet émiettement, qu'il soit spontané ou provoqué — mais toujours tenu ou repris en main — interdit jusqu'à la prise de conscience d'une force ouvrière qui se déterminerait en toute indépendance.

De même que les partisans et les adversaires du parti officiel se retrouvent finalement intégrés dans un régime à la fois souple dans les accomodements et ferme dans la défense de ses règles essentielles (Lazaro Cardenas, ex-président, présenté comme l'instrument de la politique communiste, organisateur d'un mouvement paysan insurrectionnel, finit par conseiller de voter pour le candidat officialiste, Diaz Ordaz ; Lombardo Toledano, longtemps leader syndical pro-soviétique, fondateur d'un parti socialiste, s'est rallié lui aussi à la candidature qui assure la continuité au pouvoir du P.R.I. ; les diverses centrales ouvrières dépendent directement ou indirectement de la Présidence. Toute la législation sociale les y conduit : fixation légale des salaires minima, réglementation détaillée du droit de grève, caisses diverses de sécurité sociale ou d'assurances administrées par l'Etat, c'est-à-dire en définitive le P.R.I.

Il existe même un B.U.O., c'est-à-dire un Bloc d'Unité Ouvrière où diverses centrales syndicales se retrouvent. Non pas, comme on pourrait l'imaginer, pour discuter et définir un programme d'action, mais pour y négocier avec les hommes de la présidence la répartition des charges, la ventilation des conflits, la liquidation des récalcitrants.

Cela signifie-t-il que toute vie ouvrière soit effacée ? Evidemment non. En premier lieu, la force potentionnelle du mouvement syndical représente un facteur que la politique gouvernementale ne peut négliger. D'autre part, il est fréquent que des réactions se produisent dans les syndicats, contre le « caciquisme » des dirigeants, lesquels en prennent trop à leur aise. Enfin, l'ouvrier qui se sent brimé, lésé ou victime d'une injustice, va au syndicat pour obtenir que sa défense soit assurée. Cela ne veut pas dire qu'il sera effectivement défendu, mais c'est le seul recours qu'il puisse tenter. Et dans la mêlée d'intérêts, de poussée et de chantages, caractéristiques de la vie intérieure des syndicats et du P.R.I., il est fréquent que son cas soit pris en considération, si ce n'est par la direction officielle, du moins par un candidat à cette direction, ou par un rival, l'un et l'autre disposant d'appuis politiques extérieurs. La revendication ouvrière est objet, mais en tant que telle elle est prise en considération, car elle est prétexte ou facteur de la mobilité du personnel syndical-politique. Qu'elle soit proprement étouffée ou au contraire mise en évidence — pour des motifs étrangers à sa nature — elle est présente.

L'ITINERANT

20 Août 1964

---

(1) C.R.O.M. : Confederacion Régional Obrera Mexicana (née au lendemain de la Révolution, influencée par l'A.F.L. par la suite).

C.G.T. : longtemps influencée par les syndicalistes révolutionnaires.

C.T.M. : Confederacion del Trabajo de Mexico (sous l'influence du parti officiel et des groupes communistes de Lombardo Toledano).

C.N.T. : Confederacion Nacional del Trabajo (de création récente ; forte de ses liaisons avec divers syndicats autonomes).

C.R.O.C. : Confederacion Revolucionaria Obrera y Campesina (née il y a quelques années. Possède des centres d'influence dans les régions agricoles).

Parmi nos LETTRES

A propos du Congrès des instituteurs

De Julien DESACHY (Oise) :

Guilloré a consacré au Congrès du S.N.I. le long article traditionnel, et il a eu raison. Les congrès du S.N.I. ont une importance qui dépasse le cadre du S.N.I. lui-même puisqu'on y trouve un certain dialogue entre les diverses tendances du syndicalisme français.

Le Congrès de Lille a donc été un congrès froid, dépassionné. Guilloré l'a souligné avec juste raison...

...Mais je veux d'abord essayer de faire le point. L'année syndicale est si vite passée. Nous sommes amenés si souvent à nous presser, à nous débattre dans les petits problèmes quotidiens que nous n'avons ni le temps, ni la volonté de réfléchir pour faire une synthèse après avoir agi, lu, approfondi nos pensées. Les vacances permettent cette synthèse.

C'est volontairement que je n'ai pas décortiqué l'actualité syndicale sous les diverses rubriques traditionnelles : corporative, laïque, pédagogique, administrative, etc. C'est une méthode trop simple. Le S.N.I. vit de cette activité de chaque jour. C'est ce qui assure sa cohésion et l'importance de son recrutement parmi les instituteurs. Mais c'est aussi un moyen commode de se replier sur la vie quotidienne pour se refuser à ouvrir les yeux.

Et puis cette attitude permet de se réjouir de « succès » ici ou là. (Il s'en trouve quelques-uns de plus en plus rares chaque année). On se réjouit même plusieurs années de suite du même « succès » (reclassement de la fonction enseignante par exemple).

Ainsi on dresse un bilan avec un actif et un passif qui paraissent s'équilibrer. Certaines des revendications de l'Ecole Emancipée sont presque reprises devant la leçon des faits : lutte d'ensemble — révision de la structure même des traitements de la fonction publique... Des affirmations sont lancées devant le congrès à la suite de nos interventions : Alors il faut attendre la révolution pour faire la réforme de l'enseignement. Alors on ne peut pas faire démarrer quelque chose dès maintenant. On se réjouit du succès du colloque du Comité National d'Action Laïque d'avril dernier parce que Billières et Guy Mollet au nom de leurs partis sont venus approuver la nationalisation de l'enseignement (comme si on pouvait faire confiance au failli Guy Mollet après ses faillites successives : front républicain, tomates d'Alger, Suez, approbation de la Constitution de 58...).

Et aussi, et c'est plus grave, après avoir condamné les C.E.S. et les nouveaux collèges de second cycle court, les dirigeants du S.N.I. vont discuter des programmes, des horaires de ces nouveaux établissements, et donc participent à l'application de la réforme gaulliste. *Ils vont jusqu'à aller à la réception offerte par Fouchet (Guilloré emploie le conditionnel. Il a raison. J'emploie l'indicatif car ce sont les dirigeants du S.N.I. eux-mêmes qui m'ont confirmé leur présence).*

Ils rencontrent au sein de « l'Institut de la Vie » Jean Rostand, mais aussi les présidents-directeurs-généraux de Saint-Gobain, Citroën, B.P., etc (Je tiens la composition du singulier conseil d'administration de l'Institut de la Vie à la disposition des lecteurs de la R.P.). Ainsi collaborent pour défendre la vie ceux qui la détruisent (capitalistes) et ceux qui la servent (syndicalistes). Est-ce possible ?

Ils se cramponnent à ce Ministère de l'Education Nationale qu'ils prétendaient contrôler sinon gérer. Leur attitude réformiste les conduit :

1) A éparpiller leur activité dans un essai toujours vain de colmater les brèches ouvertes par le pouvoir gaulliste dans tous les domaines de l'action syndicale. *Ils me font penser à Gilles Margaritis esayant de boucher les fuites des tuyaux dans la « Piste aux Etoiles ».*

2) A siéger dans toutes les commissions, à toutes les places sans distinguer les commissions de défense du personnel et les commissions intégrées dans l'œuvre gaulliste elle-même, notamment dans le domaine de l'enseignement. *(Là aussi il me serait facile de montrer la* cohérence *— vue à travers les intérêts capitalistes — de la réforme gaulliste de l'Enseignement.)*

Leur attitude les conduit aussi à disperser l'attention, à se refuser aux véritables débats d'orientation, à vivre au jour le jour, à fermer les yeux.

Et ils ont l'accord des ex-cégétistes, plus réel qu'il ne paraît parfois. Les uns et les autres, par des méthodes parfois différentes, veulent à tout prix refuser les options révolutionnaires qui s'imposent.

Les uns et les autres sont d'accord pour condamner, avec les mêmes arguments, les thèses de l'Ecole Emancipée. Les uns et les autres attendent des jours meilleurs, de bonnes élections avec une majorité dite de gauche qui rétablira les lois laïques au bout de plusieurs étapes...

Dans ces positions il faut d'ailleurs noter que les ex-cégétistes battent les majoritaires : prime de 20 % aux seuls enseignants, deuxième certificat d'aptitude pédagogique ouvrant la voie aux instituteurs d'élite, appel aux catholiques, accord avec n'importe qui sur tel ou tel sujet de l'actualité, abandon total de la notion même de classe (voir lutte contre la force de frappe).

Ils ont, les uns et les autres, oublié Jaurès qui déclarait (Congrès de Toulouse) : « Dans des crises difficiles, quand le prolétariat aura été longuement et systématiquement violenté, lorsque les réformes longtemps promises et intéressant toute la classe ouvrière lui auront été systématiquement refusées, alors oui, la grève générale sera possible. »

Demain, l'existence même du S.N.I. sera menacée puisque le gouvernement prépare des statuts particuliers des maîtres de C.E.G., des directeurs...

Et je pense enfin, à « l'Ecole Libératrice », à ce journal distribué à plus de 250 000 exemplaires où se fait une sorte de syndicalisme au jour le jour, de syndicalisme en miettes, où se trouve rarement mis en cause de Gaulle lui-même, où la collusion de Gaulle-patronat apparaît rarement, où la formation syndicale est rare, où le capitalisme est peu évoqué. La moitié des instituteurs ont moins de 30 ans. Qu'est-il fait pour les dresser contre l'entreprise gaulliste de rénovation du capitalisme français ?

Qu'est-il fait pour informer les jeunes, pour former leur conscience de classe, pour nourrir leur révolte contre l'ordre existant, pour leur ouvrir des perspectives socialistes exaltantes ?

L'Ecole Emancipée « fait un peu trop dans la tragédie ».

Ainsi Guilloré accueille-t-il la démission des représentants de l'Ecole Emancipée du Bureau National du S.N.I.

C'est vrai qu'au premier abord cette démission réclamée de l'unique représentant de la F.E.N. au Conseil économique et social, des quatre-vingt-dix camarades qui siègent dans les groupes départementaux de la carte scolaire, des quelques délégués du S.N.I. à la commission Laurent peut paraître un prétexte assez mince pour quitter le bureau du S.N.I.

D'autres nous disent : Et pourquoi à ce moment précis ? C'est vrai que l'on peut discuter de l'opportunité. Depuis 1958 *nous sommes sur une pente descendante. Le pourcentage de pente vient de s'accélérer brutalement avec la* Réforme *administrative. De plus, au bas de la pente nous voyons se profiler un chemin semé de fleurs par le gaullisme, celui de l'intégration.*

Alors nous préférons dire non tout de suite.

Nous avons mesuré nos responsabilités non seulement à l'égard du S.N.I. mais à l'égard de tout le mouvement syndical français. Si les organisations syndicales continuent à pratiquer le petit jeu des grèves partielles, des mouvements limités tout en donnant la caution de leur présence aux nouvelles structures mises en place par le capitalisme français, alors oui, le gaullisme a encore beaucoup d'avenir.

Si, au contraire, les organisations syndicales (et comment doctrinalement la C.F.T.C. pourrait-elle le faire ?) reviennent au syndicalisme de lutte de classes, au refus de s'acoquiner avec les ennemis de classe sous aucun prétexte, à la préparation de vastes luttes d'ensemble, à l'isolement de de Gaulle, des hommes et des structures gaullistes, alors je crois que les capitalistes français ne pourront plus longtemps triompher.

J'ajoute qu'il est grand temps que les organisations syndicales déterminent cette nouvelle orientation car la poursuite du plan de stabilisation va créer l'insécurité, va créer un mouvement. Je ne sais pas à quel moment exact. Mais il faudra saisir ce moment pour porter les coups les plus rudes, sinon mortels au pouvoir des trusts et de de Gaulle.

Et comment, dans ces conditions pourrait-il être question d'une démocratie dite véritable qui respecterait les structures de la société capitaliste ?

***

La réponse de notre camarade Julien Desachy comprenait aussi une analyse politico-sociale du gaullisme. C'était même la partie la plus importante de sa contribution. Nous la réservons pour un prochain numéro.

Pas confiance dans les chrétiens

D'Henri MONTEILLET, de Clermont-Ferrand :

Si je lis avec plaisir la R.P. dont je ne partage pas toujours les opinions de tous, il y en a une qui m'est particulièrement désagréable.

J'ai fait la scission parce qu'il était devenu impossible de vivre avec les éléments staliniens mais, en dehors d'eux, j'ai cru longtemps au regroupement syndical y compris avec la C.F.T.C., organisation syndicale « libre ». Mon opinion a bien changé et ceci je le dois à mon passage au P.S.U. où je me trouvais dans une section d'une trentaine de membres dont une très grande partie étaient des calotins.

Les réformistes de Force Ouvrière ne sont pas toujours des gens très intéressants. Leur position depuis la scission a permis à la C.F.T.C. de se développer d'une façon inconsidérée. Malgré cela et l'évolution que certains veulent accorder à cette organisation que j'ai connue comme organisation de jaunes avant la guerre, celle-ci n'a, à mon avis, pas changé. Les chrétiens ont suivi pour trahir davantage la classe ouvrière l'évolution de l'Eglise. Ne dit-on pas que cette dernière serait sur le point de réviser sa position sur le contrlôe des naissances ? Cette chose peut être louable en soi, mais l'Eglise, puissance d'argent, malgré ses bonnes paroles pour les déshérités, n'en demeurera pas moins le soutien du capitalisme et de la bourgeoisie.

Je ne suis pas de ceux qui se voilent la face sur l'éventuelle fusion de F.O. et de la future C.F.D.T. mais je la redoute pour le mouvement syndical, pour le mouvement syndical traditionnel et révolutionnaire français. L'actuelle C.F.T.C. est contre la lutte de classe, elle est pour l'intégration et risque demain d'y entraîner ceux qui, dans les deux autres confédérations, sont très enclins à y piquer la tête.

Sur la vie de la "R.P."

De Gilbert WALUSINSKI (à Saint-Cloud), cette lettre adressée à Charbit :

Si la R.P. est en danger, il faut évidemment lui donner tout de suite les moyens matériels de respirer. Les camarades feront tout ce qui est possible pour cela. Mais ce n'est qu'un secours d'urgence. Il faudrait que de tels appels ne deviennent plus indispensables.

La solution, tu la connais, nous la connaissons tous : que par sa rédaction, par les sujets traités et par la façon dont ceux-ci seront traités, la R.P. gagne le public plus large qui la fera vivre.

Je persiste à croire que c'est possible. Mais il faut que les lecteurs sentent un véritable renouveau dans la rédaction et ce n'est pas toujours le cas. Est-il possible d'obtenir des articles de nouveaux rédacteurs, articles si importants en quantité et en qualité, que les rédacteurs habituels puissent se reposer un peu ? Je demande si c'est possible, mais je crois que la réponse est affirmative.

Tu dois connaître des gars capables de traiter des sujets tels que :

— la grève des postiers de Londres;
— les élections en Grande-Bretagne et aux U.S.A.;
— le Congo.

Il faudrait insister aussi, auprès de tous les rédacteurs, pour qu'ils aient plus le souci d'informer que de discuter. Sans doute faut-il analyser, critiquer. Mais, au départ, ce dont nous avons le plus grand besoin, c'est d'information.

Pour l'Angleterre, il faudrait peut-être reprendre contact avec Postgate d'une part et Mac-Nair de l'autre, Monatte puis Rosmer disparus, les liens avec ces Anglais sympathiques risquent de se relâcher, et ce serait dommage.

HENRI-FUSS AMORÉ

Henri Fuss (dit Amoré) dont le nom n'évoquera guère de souvenirs chez la plupart de nos lecteurs, vient de mourir à Bruxelles à l'âge de 82 ans.

Libertaire et syndicaliste dans sa jeunesse, Henri Fuss fut un des rédacteurs réguliers de la « Vie Ouvrière » de 1909 à 1914. Lorsque la guerre éclata, il fut du nombre des anarchistes qui choisirent de combattre le militarisme allemand et partit volontaire pour le front de l'Yser. Après la guerre, il collabora avec Albert Thomas au B.I.T. de Genève et, en 1931, fut nommé directeur du Ministère belge du Travail.

Pendant l'occupation nazie, il participa jusqu'à la Libération à la reconstitution clandestine du mouvement syndical et socialiste. Il présida le débat entre patrons et ouvriers qui réalisa la Sécurité Sociale belge. Nommé secrétaire général au Ministère du Travail, il se signala par l'attention vigilante avec laquelle il soutenait les intérêts ouvriers.

Pendant plus de quarante ans, Henri Fuss avait été éloigné de nous par sa participation à des besognes gouvernementales et son activité de fonctionnaire. Cependant, lorsque Charbit et moi lui avons rendu visite il y a quelques années, nous avons été frappés par la fraîcheur des souvenirs de sa jeunesse et l'intérêt affectueux qu'il portait à l'activité et à la santé de Pierre Monatte.

Même si Fuss n'était plus des nôtres, sa probité, son fidèle attachement à un passé héroïque, méritent que nous saluions sa mémoire.

T. VAN REUSEL

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 3 JUILLET. — Le président des Etats-Unis signe la loi sur les droits civiques.

Régime de parti unique constitué au Congo-Brazzaville.

Fin de la grève des contrôleurs de la navigation aérienne.

SAMEDI 4. — A Lille, ouverture du Congrès du S.N. des Instituteurs.

LUNDI 6. — Tschombé chargé de former le nouveau gouvernement congolais.

Par 52 voix sur 88, le comité central du parti socialiste italien accepte de participer au gouvernement Moro.

MERCREDI 8. — A Madrid, le colonel Montenegro, du Front de Libération est condamné à mort par le tribunal militaire de Madrid.

Mise sous séquestre en Suisse des fonds algériens déposés par M. Khider passé à l'opposition.

SAMEDI 11. — Cinq exécutions capitales en Algérie.

Tschombé annonce la libération des prisonniers politiques congolais.

MERCREDI 15. — Le gouvernement irakien nationalise les banques, les assurances et de nombreuses entreprises. Un parti unique est constitué.

JEUDI 16. — Aux Etats-Unis, la convention républicaine désigne M. Goldwater comme candidat à la présidence.

Au Congo ex-belge, libération de Gizenga.

VENDREDI 17. — Réunion au Caire des chefs d'Etats africains. Tschombé est absent.

LES FAITS DU MOIS (suite)

MARDI 21. — Chez **Renault** semaine de travail ramenée de 48 à 44 heures.

A Saigon (Vietnam du Sud) manifestation contre l'ambassade de France.

JEUDI 23. — Conférence de presse du **président de Gaulle.**

VENDREDI 24. — Explosion d'un cargo chargé de munitions dans le port algérien de Bône : plus de 200 morts.

SAMEDI 25. — Au **Congo ex-belge** les rebelles s'emparent de Kindu (capital de la province de Maniema).

Grève des **Postiers anglais** annulée : le gouvernement accorde 6,5 % d'augmentation des salaires.

MARDI 28. — Le général de Gaulle reçoit le chef du gouvernement **roumain.**

VENDREDI 31. — Le **P.C. chinois** déclare que la conférence convoquée par le Parti soviétique amènerait la scission.

SAMEDI 1er AOUT. — Aux **Pays-Bas,** dissolution de la centrale syndicale **communiste.**

DIMANCHE 2. — Dans le golfe du **Tonkin,** un destroyer américain est attaqué par des vedettes nord-vietnamiennes.

MERCREDI 5. — Attaque par l'aviation **américaine** de quatre bases et d'un dépôt de carburant au **Nord-Vietnam.**

A Madrid, procès de trois dirigeants de **l'Alliance syndicale.**

VENDREDI 7. — Pour répondre aux attaques contre les villages turcs à **Chypre,** des avions turcs bombardent le port cypriote grec de **Polis.**

SAMEDI 8. — Au **Conseil de Sécurité,** l'U.R.S.S. déclare être solidaire du Vietnam du Nord, la France réclame une nouvelle conférence de Genève. Les deux Vietnams invités.

MERCREDI 12 AOUT. — Rupture diplomatique entre le **Chili** et **Cuba.**

Des avions turcs survolent **Chypre.**

Formation d'un parti d'opposition en **Mauritanie.**

A **Alger,** levée de l'immunité parlementaire de cinq députés.

JEUDI 13. — Envoi d'avions et de parachutistes américains au **Congo ex-belge.**

Formation d'un parti d'opopsition au **Sénégal.**

VENDREDI 14. — Manifestation silencieuse à **Berlin-Ouest** contre le « mur de la honte ».

Le Sénat **américain,** malgré l'avis du gouvernement supprime l'aide à l'Indonésie.

Grève de 24 heures des **Postiers italiens.**

SAMEDI 15. — Le général de Gaulle célèbre de 20e anniversaire du **débarquement en Provence.**

Manifestations anti-américaines en **Indonésie.**

Le gouvernement du **Mali** annonce l'écrasement de la rébellion des Touaregs.

Le **Ku-Klux-Klan** annonce qu'il votera pour Goldwater ((**U.S.A.**).

LUNDI 17. — Au **Vietnam du Sud,** le général Khan cumule les pouvoirs de Chef de l'Etat et chef du gouvernement.

Au **Soudan,** mesures répressives contre la Fédération des Travailleurs.

MARDI 18. — La **Grèce** retire trois unités militaires de l'O.T.A.N.

MERCREDI 19. — Levée du blocus des villages turcs à **Chypre.**

Le gouvernement turc réintègre des unités aériennes dans l'**O.T.A.N.**

Renforcement du boycottage d'**Israël** par la Ligue arabe.

VENDREDI 21. — A **Saigon** (Vietnam du Sud), manifestation d'étudiants contre le général Khan.

A Hué (Vietnam du Sud), manifestation bouddhiste.

SAMEDI 22. — Rupture diplomatique de la **Bolivie** avec **Cuba.**

Quatre condamnations à mort à **Alger.**

MERCREDI 26. — Massacre de catholiques à Da Nong (**Vietnam du Sud**).

VENDREDI 28. — Grève des livraisons de lait dans l'Isère et au **Puy-de-Dôme.**

DIMANCHE 30. — Elections municipale de **Belfort** : succès de la liste d'entente : **P.S.U.-M.R.P.** et Indépendants contre une liste communiste.

LUNDI 31. — Au **Congo ex-belge,** reprise d'Albertville par les troupes gouvernementales.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1964

RECETTES		
Abonnements ordinaires	265,—	
Abonnements de soutien	215,—	
		480,—
Souscription		13,—
Vente au numéro		9,—
Vente des brochures		2,—
Divers		110,—
Total des recettes		614,—
En caisse à fin juin		2.054,89
		2.668,89
DEPENSES		
Frais d'expédition		10,43
Autres frais généraux		165,72
Total des dépenses		176,15
En caisse à fin juillet :		
Espèces	19,07	
Chèques postaux	2.473,67	
		2.492,74
		2.668,89

MOIS D'AOUT 1964

RECETTES		
Abonnements ordinaires	250,—	
Abonnements de soutien	150,—	
		400,—
Souscription		377,—
Vente des brochures		7,—
Divers		15,—
Total des recettes		799,—
En caisse à fin juillet		2.492,74
		3.291,74
DEPENSES		
Téléphone		70,—
Autres frais généraux		106,—
Total des dépenses		176,—
En caisse à fin août :		
Espèces	19,07	
Chèques postaux	3.096,67	
		3.115,74
		3.291,74

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Clément Delsol (Paris), 30 ; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 40 ; Guillaume Geslin (Seine), 35 ; Mme M.-M. Gilberton (Loire), 30 ; Dr René Goffin (Belgique), 100 ; Albert Goldschild (Paris), 30 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 50 ; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise), 50. — Total : 365 francs (dont 215 en juillet et 150 en août).

LA SOUSCRIPTION

René Bergeret (Paris), 10 ; André Charlot (Paris), 5 ; Pierre Colonna (Var), 5 ; Deruest (Belgique), 300 ; Jean Duperray (Loire), 18 (deux vers.) ; Paul Giron (Lot), 5 ; Martin Leymarie (Paris), 10 ; Marius Liège (Vienne), 2 ; Jean-Marie Maleysson (Haute-Loire), 5 ; Mme Renée Martinet (Paris), 10 ; F. Martinez (Ariège), 20. — Total : 390 francs (dont 13 en juillet et 377 en août).

Le livre de **Nicolas FAUCIER...**

LA PRESSE QUOTIDIENNE

CEUX QUI LA FONT - CEUX QUI L'INSPIRENT

est paru (un fort volume de 350 pages et 20 illustrations hors-texte)

Mais, en raison de la période des vacances, l'imprimeur n'ayant pu livrer qu'une partie du tirage, tous nos amis souscripteurs qui n'ont pu être servis immédiatement le recevront fin septembre ou début octobre prochains.

Ainsi que nous l'avons annoncé, pour les retardataires LE PRIX DE SOUSCRIPTION : 10 F, est maintenu jusqu'en septembre inclus. A partir d'octobre, prix de vente : 12 F, franco : 14 F.

LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SYNDICALISTES

21, rue Jean-Robert, PARIS-18e

VOUS OFFRE EGALEMENT :

LA COMMUNE DE 1870 — PRIX : 8 F
de **TALES**

L'HISTOIRE DE LA COMMUNE — PRIX : 32 F
de **LISSAGARAY**

ACCUMULATION DU CAPITAL — PRIX : 8 F
et LETTRES DE LA PRISON — PRIX : 5 F
de Rosa **LUXEMBOURG**

LA CULTURE PROLÊTARIENNE — PRIX : 8 F
de Marcel **MARTINET**

LA CHINE — PRIX : 4 F
par Robert **LOUZON**

LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE — 6 F
et L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE — PRIX : 9,45 F
par Roger **HAGNAUER**

LE MAIRE DU PALAIS — PRIX : 15 F
par Maurice **LIME**

On peut passer les commandes à Robert MARCHETI,
103, rue Orfila, Paris XXe - C.C.P. Paris 7473-08

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.
Travail exécuté par des ouviers syndiqués.